

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

## SOMMAIRE

Sur la situation internationale (I. Staline). — Le Proletariat contre le Plan Dawes : La Conférence de Cologne. — Comment nous éditions, pendant la guerre, des journaux internationaux (A. Losovsky). — La défection de Newbold (M. N. Roy). — La crise de la Paysan-

nerie italienne et le Fascisme (E. Pelouso). — La crise agraire du Midi de l'Italie (Gabriel Peri). — Les résultats de la colonisation française dans l'Afrique Centrale (Duplex). — Le maréchal Lyautey et la Déclaration des Droits de l'Homme (Nguyen-ai-Quac).

## Sur la Situation Internationale

La situation internationale est actuellement caractérisée par trois faits essentiels :

a) Le pacifisme démocratico-bourgeois ; b) l'intervention de l'Amérique dans les accords de Londres ; c) le renforcement des éléments de gauche dans le mouvement ouvrier européen, la croissance de la popularité internationale de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Examinons successivement ces faits.

### La phase du pacifisme

#### démocratico-bourgeois

L'Entente s'est montrée incapable d'exploiter ses victoires militaires. Elle a pleinement réussi à anéantir l'Allemagne et à entourer la Russie Soviétique ; elle a réussi à élaborer un plan de pillage de l'Europe. Les innombrables conférences et accords entre les Etats de l'Entente nous le prouvent.

Mais elle s'est montrée incapable d'exécuter ce plan de pillage. Pourquoi ? Parce que les contradictions entre les pays de l'Entente sont trop grandes ; parce qu'ils ne sont pas arrivés et ne parviendront jamais à s'entendre sur le partage du butin ; parce que la résistance des pays qui doivent être pillés devient de plus en plus sérieuse ; parce que la réalisation de ce plan signifie de nouvelles guerres, et les masses n'ont pas envie de se battre.

Il est aujourd'hui clair que l'attaque impérialiste de front contre la Ruhr, qui devait anéantir l'Allemagne, s'est révélée dangereuse pour l'impérialisme. Nous savons aussi que la politique d'ultimatums destinée à isoler l'U.R.S.S. ne donne que des résultats négatifs. Poincaré et Curzon, fidèles serviteurs de l'impérialisme, ont, par leur

« travail », accentué la crise européenne et poussé les masses à la résistance.

De là la nécessité pour la bourgeoisie de passer de la politique d'attaque de front à une politique de compromis, de l'impérialisme franc à l'impérialisme couvert, de Poincaré et Curzon à Macdonald et Herriot. Le Parti Travailleur en Angleterre et le Bloc des Gauches-en France manquent la nudité de l'impérialisme. Voilà la raison d'être du « pacifisme » et du « démocratisation ».

Certains pensent que la bourgeoisie se déclare pacifiste et démocratique, non pas parce que cela lui facilite son rôle, mais par pure conviction, librement. C'est supposer que la bourgeoisie, après avoir battu la classe ouvrière dans les luttes décisives en Allemagne et en Italie, croyait sa victoire définitivement assurée et qu'elle pouvait maintenant sans crainte retourner au « démocratisation ».

En d'autres termes, durant la période de luttes décisives, la bourgeoisie avait besoin d'organisations de combat, du fascisme ; mais aujourd'hui, où le prolétariat est vaincu, la bourgeoisie peut se passer du fascisme et l'échanger contre le « démocratisation » et ainsi mieux raffermir sa victoire. De là cette autre conclusion que le pouvoir bourgeois s'est consolidé, que « l'ère du pacifisme » durera et que la révolution, en Europe, est reniée aux calendes grecques.

Cette supposition est absolument fautive !

Tout d'abord, le fascisme n'est pas uniquement l'organisation de la lutte armée de la bourgeoisie ; il n'est pas exclusivement une catégorie militaire et technique. Le fascisme est une organisation combative plus générale de la bourgeoisie qui n'est pas en opposition, mais au contraire s'appuie sur le concours actif de la social-démocratie. La social-démocratie est l'aile modérée du fascisme.

Pas plus que la social-démocratie peut atteindre des succès décisifs dans les luttes ou dans l'administration d'un pays sans le soutien actif des organisations de combat de la bourgeoisie, cette dernière ne peut s'assurer le pouvoir sans l'aide de la social-démocratie. Ces deux formes d'organisations ne se contredisent pas : elles se complètent ; ce ne sont pas des antipodes, mais des frères.

Le fascisme, bloc politique encore informe de ces deux organisations essentielles, a surgi de la crise de l'impérialisme d'après-guerre et constitue une arme pour la lutte contre la révolution prolétarienne. Il serait erroné de penser que « pacifisme » signifie liquidation du « fascisme ». Le « pacifisme », dans les conditions actuelles, c'est le « fascisme » masqué, caché sous l'aile modérée de la social-démocratie, qui est mise au premier plan.

En plus de cela, il est faux de dire que les luttes décisives appartiennent au passé, que le prolétariat est vaincu et que la bourgeoisie a consolidé son pouvoir. Il n'y eut pas encore de luttes révolutionnaires décisives, ne serait-ce qu'à cause du manque de partis vraiment bolchevistes, capables de mener le prolétariat à la dictature. Sans de tels partis, il ne peut y avoir de lutte finale, surtout dans les conditions actuelles de l'impérialisme.

En Occident, il y eut des attaques prolétariennes, pour la première fois véritablement sérieuses, repoussées par la bourgeoisie. Ces luttes ont révélé que le prolétariat n'est pas encore assez puissant pour renverser la bourgeoisie et que celle-ci n'est déjà plus en mesure de maîtriser le prolétariat.

C'est justement parce que la bourgeoisie n'est plus capable de faire agenouiller à ses pieds la classe ouvrière qu'elle est forcée de renoncer aux attaques de front et qu'il lui faut prendre des voies détournées, faire des compromis, recourir au « pacifisme démocratique ».

Enfin, il est erroné de croire que le « pacifisme » est un signe de force et non de faiblesse de la bourgeoisie, que par lui se consolidera le pouvoir bourgeois et que la révolution est remise *sine die*. Le « pacifisme » actuel signifie l'arrivée au pouvoir, directement ou indirectement, des partis de la II<sup>e</sup> Internationale. Qu'est-ce à dire ? Cela signifie que ces partis se dévoileront inévitablement comme les laquais de l'impérialisme, les traîtres au prolétariat. La pratique gouvernementale de ces partis ne peut mener qu'à un seul résultat : à la banqueroute politique, à l'accentuation des contradictions intérieures de leur parti, à leur décomposition totale. La désagrégation de ces partis mène inévitablement à la désagrégation du pouvoir bourgeois. La bourgeoisie pouvait-elle, sans y être contrainte, risquer ce jeu, qui tuera son meilleur allié ? Evidemment pas.

La bourgeoisie, depuis la guerre, en est à son deuxième essai de pacifisme : la première fois, ce fut immédiatement après la guerre, quand la révolution semblait être imminente ; le deuxième essai est en train de se passer sous nos yeux, après les tentatives risquées de Poincaré et de Curzon.

Qui peut nier que ce balancement de la bourgeoisie entre « pacifisme » et impérialisme déclaré aura de graves conséquences pour l'impérialisme ? Car, de plus en plus, des millions d'ouvriers sont arrachés à l'habituelle ornière petite-

bourgeoise, les couches les plus arriérées du prolétariat sont entraînées dans la politique, ce qui facilite énormément leur développement révolutionnaire.

Naturellement, le « pacifisme démocratique » n'est pas encore le mouvement Kérensky, car un tel mouvement suppose déjà deux pouvoirs : celui de la bourgeoisie, qui tombe en décadence, et le pouvoir naissant du prolétariat.

Ce qui ne fait pas de doute, c'est que l'époque du pacifisme signifie la fin de la torpeur des masses populaires, leur participation à la vie politique et la désagrégation du pouvoir bourgeois. Ainsi se prépare le terrain pour des bouleversements révolutionnaires. Le pacifisme amènera donc l'affaiblissement du pouvoir bourgeois et non pas sa consolidation.

Tout cela ne veut pas dire que le pacifisme ne représente pas, d'autre part, une menace sérieuse pour la révolution. Le pacifisme ébranle les bases du pouvoir bourgeois, il crée des conditions favorables à la révolution.

Mais le pacifisme ne peut amener à ce résultat — résultat opposé aux désirs des « pacifistes » et des « démocrates » — qu'à la condition d'un travail acharné de la part des partis communistes dans le but de dévoiler la nature contre-révolutionnaire de l'impérialisme et du pouvoir démocratique-pacifiste des Herriot et des Macdonald.

Pour ce qui concerne les pacifistes, ils poursuivent, par leur politique, le but suivant : tromper les masses avec des phrases ronflantes de paix, afin de pouvoir préparer une nouvelle guerre ; endormir les masses avec le clinquant des droits « souverains » des nations et des Etats, afin de préparer avec plus de succès les interventions en Chine, les massacres dans l'Afghanistan, le démembrement de la Perse ; à tout bout de champ clamer sur leurs relations « amicales » avec l'U.R.S.S., parler de tels ou tels « accords » conclus avec le pouvoir des Soviets, afin de se lier plus étroitement avec les comploteurs contre-révolutionnaires, afin d'organiser en Russie Blanche, en Ukraine et en Géorgie des offensives contre les Soviets. Le pacifisme est utile à la bourgeoisie pour masquer son jeu.

La bourgeoisie réussira-t-elle à tromper le peuple ? Cela dépend de l'activité des partis communistes de l'Occident et de l'Orient, de leur capacité à détruire les illusions pacifistes. Il est certain que les événements travaillent pour nous en montrant la contradiction entre les paroles pacifistes et les actes impérialistes des « démocratiques » laquais du capital.

### L'intervention de l'Amérique dans les affaires européennes de réparations

La Conférence de Londres est l'expression la plus complète du pacifisme démocratique-bourgeois menteur et hypocrite. Si l'arrivée au pouvoir de Macdonald-Herriot et le clinquant de la « reprise des relations commerciales » avec la Russie doivent masquer la lutte féroce des classes en Europe, cacher la haine mortelle des Etats bourgeois envers l'Union Soviétique, les accords de Londres doivent masquer la lutte acharnée entre l'Angleterre et la France pour l'hégémonie européenne, couvrir les contradictions sans cesse croissantes entre l'Amérique et l'Angleterre, cacher

la lutte surhumaine du peuple allemand contre l'oppression coloniale de l'Entente.

« Il n'y a plus de guerres de classes, plus de révolutions. Maintenant peut être portée à bonne fin la collaboration de classes ! » clament les Macdonald et les Renaudel.

« Il n'y a plus de luttes entre la France et l'Angleterre, entre l'Amérique et l'Angleterre, entre l'Allemagne et l'Entente. Finie, la guerre ! L'œuvre de paix universelle peut commencer sous l'égide de l'Amérique ! » répètent leurs amis et leurs frères de trahison, les héros social-démocrates.

Que s'est-il passé à cette Conférence de Londres ?

Jusqu'à la Conférence de Londres, la France décidait elle-même, plus ou moins indépendamment, dans la question des réparations, car elle avait une majorité assurée à la Commission des Réparations. L'occupation de la Ruhr devait être un moyen de désorganisation économique de l'Allemagne et une garantie pour les livraisons de l'Allemagne en charbon, en coke et en produits chimiques ; elle servit de moyen d'importer en Allemagne, sans aucune taxe de douane, les produits textiles de l'Alsace. Le plan était élaboré de façon à créer la base matérielle de l'hégémonie économique et militaire de la France en Europe.

Mais ce plan ne réussit pas. La méthode d'occupation donna des résultats négatifs. La France ne reçut ni paiement en espèce, ni livraisons en nature. Enfin, Poincaré, l'auteur de l'occupation, a été jeté par-dessus bord pour sa politique ouvertement impérialiste, source d'une nouvelle guerre et de révolution. La France ne réussit pas, non seulement parce que la méthode d'occupation et le pillage excluaient la possibilité d'une liaison économique entre les Français et l'industrie allemande, mais parce que l'Angleterre s'opposa nettement à une telle entente. L'Angleterre ne pouvait ignorer que l'union du coke allemand et du minerai français détruirait la métallurgie anglaise.

Quelles solutions a apporté la Conférence de Londres à tous ces problèmes ?

Tout d'abord, la Conférence mit un terme à la décision indépendante par la France dans la question des réparations. La France fut obligée de reconnaître que cette question devait être résolue en dernier lieu par une Commission d'arbitrage composée de représentants de l'Entente, sous l'égide des délégués américains. Autrement dit : S'il s'agit de piller l'Allemagne, pillons-la tous ensemble !

Deuxièmement, la Conférence repoussa l'occupation de la Ruhr et reconnut la nécessité de l'évacuation économique immédiate et de l'évacuation militaire dans un an au plus tard.

Ceci pour les motifs suivants : l'occupation de la Ruhr constitue un danger dans la situation politique de l'Europe, et elle rend difficile le pillage systématique de l'Allemagne. Et c'est ce pillage organisé que vise l'Entente avant tout.

Troisièmement, tout en repoussant l'intervention militaire, la Conférence de Londres approuva l'intervention financière et économique et reconnut comme indispensable :

a) De fonder en Allemagne une banque d'émission, contrôlée par un commissaire étranger ;

b) De faire passer les chemins de fer allemands dans les mains des capitalistes privés et de les faire contrôler par un commissaire étranger ;

c) De créer un « Comité de Transfert », composé de représentants de tous les pays alliés. Ce Comité doit concentrer dans ses mains en valeurs allemandes tous les paiements des réparations ; il pourra placer certaines de ces sommes dans l'industrie allemande (au cas où leur versement à la France présentera des inconvénients).

Ainsi, le Comité de Transfert tiendra totalement entre ses mains le marché financier allemand. Il est inutile de démontrer que ceci est une transformation de l'Allemagne en une colonie de l'Entente.

Enfin, la Conférence reconnut à la France le droit de forcer l'Allemagne de lui livrer du charbon et des produits chimiques durant une période définie ; mais la Conférence a fait une réserve en reconnaissant à l'Allemagne le droit de s'adresser à la Commission d'arbitrage pour réclamer la diminution et même la suppression complète de ces livraisons en nature. Par là même, la Conférence a presque totalement annulé les droits de la France.

Si l'on ajoute à cela les 800 millions de marks-or de l'emprunt accordé à l'Allemagne par les banquiers anglais et surtout américains ; si l'on considère que la Conférence était commandée par les banquiers, avant tout par les banquiers américains, nous voyons le tableau suivant : de l'hégémonie française en Europe, il ne reste que le souvenir ; à la place de l'hégémonie de la France s'est mise une hégémonie de l'Amérique.

Tels sont les résultats de la Conférence de Londres de l'Entente.

Certains pensent, en se basant sur ces faits, que, dès aujourd'hui, les contradictions en Europe sont en train de disparaître rapidement en face de l'hégémonie américaine ; que l'Amérique, étant intéressée à l'exportation de ses capitaux en Europe, saura y mettre de l'ordre et qu'ainsi on peut considérer la paix comme assurée en Europe pour une assez longue période.

Cette supposition est absolument fausse.

Premièrement, la Conférence de Londres a pris des décisions à l'égard de l'Allemagne sans demander l'avis de l'intéressé, sans consulter le peuple allemand. Il est facile d'établir des plans de colonisation. Mais réaliser pratiquement cette colonisation de l'Allemagne à un moment où il est si difficile de maintenir sous la domination les colonies arriérées, c'est une chose impossible.

Deuxièmement, la Conférence a coupé les ailes à la France, qui s'était trop avancée. Ainsi, la Conférence a favorisé l'Angleterre. Mais penser que la France acceptera tranquillement la prédominance de l'Angleterre, c'est ignorer les faits et leur logique, qui se révèle habituellement plus réelle que toute autre logique.

Troisièmement, la Conférence a reconnu l'hégémonie de l'Amérique. Mais le capital américain est intéressé à financer l'industrie franco-allemande, à l'utiliser le plus rationnellement possible, en rapprochant, par exemple, la métallurgie française aux charbonnages allemands. Il est impossible de douter que l'Amérique utilisera son influence pour pousser les choses jusque-là. Mais un rapprochement pareil menace d'un coup mortel la métallurgie anglaise.

Enfin, l'Europe n'est pas une partie isolée du monde ; elle est liée à ses colonies, elle vit de leur sève. Croire que la Conférence de Londres ait amélioré les relations entre l'Europe et ses colonies, c'est croire au miracle.

Quelle est la conclusion de tout cela ?

Il n'y a qu'une seule conclusion : la Conférence de Londres n'a résolu aucun des vieux antagonismes en Europe, mais elle a ajouté de nouvelles complications : celles qui divisent l'Amérique et l'Angleterre.

Il est certain que l'Angleterre continuera, comme auparavant, à attiser l'antagonisme entre la France et l'Allemagne, afin de s'assurer la suprématie politique sur le continent.

Il ne fait pas de doute que l'Amérique approfondira, de son côté, l'antagonisme entre la France et l'Angleterre, afin de garder l'hégémonie du marché mondial. Nous avons déjà parlé du profond antagonisme entre l'Allemagne et l'Entente.

Les événements historiques sont déterminés par ces antagonismes et non pas par les discours « pacifistes » de la crapule Hughes et de ce grandiloquent Herriot. Les lois fondamentales qui se trouvent à la base de toute l'évolution impérialiste — le développement inégal des pays et le déclenchement fatal des guerres impérialistes — régissent toujours ces événements.

La Conférence de Londres n'a réussi qu'à masquer faiblement les antagonismes profonds, tout en posant de nouvelles pierres d'achoppement et en poussant à une exacerbation inouïe.

I. STALINE.

(La fin au prochain numéro.)

# Le Proletariat contre le Plan Dawes

## La Conférence de Cologne

Le 9 octobre s'est tenue, à Cologne, la 11<sup>e</sup> conférence interparlementaire des Partis communistes d'Europe.

### Objet de la Conférence

Katz (Allemagne) ouvre la conférence. Il salue les délégués des Partis communistes français, anglais, belge, allemand, tchécoslovaque, suisse, etc., le représentant de l'Internationale Communiste, les délégués des Comités d'Usines de Rhénanie.

La première conférence de Cologne, dit-il, a constaté que la solution du problème des réparations et la mise en pratique du plan Dawes était impossible. Le prolétariat international rejette le plan Dawes, et les Partis communistes de tous les pays font appel à lui pour combattre ce projet des forbans impérialistes internationaux.

L'appel de la conférence a été partout entendu. L'action a commencé en France et en Allemagne. Les illusions d'une partie du prolétariat se dissipent déjà. La présente conférence crie aux prolétaires du Rhin et de la Ruhr : Préparez-vous aux luttes futures ! Le congrès du Rhin et de la Ruhr, qui s'est tenu dimanche dernier, lance le premier cet appel. Notre tâche est d'arrêter un plan d'action international. La conférence aura à tracer les lignes générales de la campagne ouvrière contre le plan Dawes, opposant au projet des experts impérialistes le projet des experts ouvriers. La conférence a également à s'occuper de l'action contre la justice de classe en Allemagne.

### Une lettre de la prison de Bonn

#### La grève du Borinage

Winterich salue au nom du prolétariat de Cologne les délégations présentes. Il donne lecture d'une lettre des détenus dans la prison française de Bonn qui n'attendent leur liberté que des partis prolétariens.

Cachin demande que la lettre de la prison française de Bonn soit remise à la délégation du P.C.F. Il attire l'attention de la conférence sur

la bataille engagée par les mineurs belges du Borinage qui sont en grève depuis sept semaines. Les travailleurs du sous-sol et le prolétariat de tous les pays doivent soutenir avec plus d'énergie les grévistes du Borinage.

### Constitution du bureau

Il est procédé à l'élection du bureau. Sont élus : Cachin (France), Thomas (Angleterre) et Katz (Allemagne).

L'ordre du jour est arrêté comme suit :

- 1<sup>o</sup> Situation politique. Rapporteurs : François (Exécutif) ;
- 2<sup>o</sup> Organisation. Rapporteur : Katz ;
- 3<sup>o</sup> Discussion générale.

## LE RAPPORT POLITIQUE

### La situation générale et nos objectifs

François, représentant de l'I. C., forme des vœux pour que les travaux de la conférence soient fructueux. Le V<sup>e</sup> Congrès mondial a défini la situation politique internationale. Une assez longue période de décomposition du capitalisme était envisagée il y a peu de temps encore. Depuis quelques mois, ce point de vue a subi une certaine modification. La situation évolue assez rapidement. Un symptôme très important, c'est la chute du gouvernement travailliste en Angleterre. Nous constatons la recrudescence des luttes révolutionnaires dans divers pays importants. Un autre signe des temps c'est la lutte nationale révolutionnaire aux colonies : Maroc, Inde, Afghanistan. Les grands mouvements grévistes en Allemagne, même si, par la trahison des réformistes, ils se terminent par une défaite, prouvent que la classe ouvrière allemande est capable de résister efficacement à ses oppresseurs.

Nous sommes sortis de la période des manifestations platoniques ; nous entrons dans une ère de combats.

Les deux facteurs décisifs déterminant la politique « pacifique » de l'Amérique, sont : 1) la crise agraire ; 2) la surabondance de l'or. Ne peuvent

écouler ses marchandises sur le marché européen, l'Amérique souffre d'une surproduction qui constitue un grave péril pour les profits de ses capitalistes. Pour se créer des débouchés, elle est tenue d'intervenir en Europe. Déjà pendant la guerre, lorsque sa production industrielle prit un nouvel essor, elle pratiqua une politique d'intervention. Après un retour à la doctrine de Monroe, elle tente maintenant, avec le Plan Dawes, d'imposer sa dictature impérialiste à l'Europe. Le capitalisme yankee se rend cependant compte que l'intervention en Europe créera une situation dangereusement révolutionnaire. L'Amérique a tout intérêt au maintien de l'ordre bourgeois en Europe. De là son pacifisme.

D'autre part, les graves antagonismes existant entre pays impérialistes dérangent les projets américains. La politique anglaise s'oppose à la poussée américaine, surtout dans la question du pétrole.

L'Empire britannique, embrassant un quart du globe, est la proie de conflits qui vont s'aggravant. Le processus de décomposition de l'Empire britannique est arrivé à ce point qu'on peut prévoir dès aujourd'hui que le Canada, dans la guerre à venir, marchera contre l'Angleterre. L'Australie même a un mouvement national.

La réunion de la houille allemande et de l'acier français est pour la France une nécessité économique. La perte du marché allemand serait grave pour l'industrie alsacienne. L'industrie chimique française a absolument besoin des produits chimiques allemands. Or, un trust franco-allemand porterait un coup mortel à l'industrie anglaise.

Des résistances se font remarquer en France contre le rapprochement avec l'Allemagne. On se rend compte qu'une entente entre la France et l'Allemagne signifierait la fin du traité de Versailles. Enfin, la question des dettes interalliées, toujours en suspens, cause à la bourgeoisie française des inquiétudes permanentes. Résumons-nous : nous constatons en France deux tendances : une au rapprochement avec l'Angleterre, contre l'Allemagne, l'autre au rapprochement avec l'Allemagne, contre l'Angleterre.

La situation politique internationale est, on le voit, grosse de contradictions et de conflits.

La période actuelle de démocratie pacifiste est surtout caractérisée par l'activité de l'impérialisme anglais qui, depuis la guerre, n'avait jamais fait preuve d'autant de fermeté que sous le gouvernement Mac-Donald. Offensive en Chine, « pacification » de l'Afghanistan, de la Perse, de Mossoul, aventure géorgienne, affaire du Soudan. Autant de preuves de l'esprit démocratique de la II<sup>e</sup> Internationale.

Quels sont nos devoirs dans la situation actuelle ?

Nous en avons deux essentiels : 1) Défendre la Révolution sociale en Russie ; 2) défendre le prolétariat allemand contre le capital international.

Dans l'accomplissement de ces tâches, la lutte pour l'unité du mouvement syndical révolutionnaire est d'une importance capitale. Il faut aussi consacrer une attention toute particulière au mouvement ouvrier anglais.

Mettre en échec le Plan Dawes et rétablir l'unité syndicale internationale. Voilà nos objectifs. Nous sommes ici pour rechercher ensemble les moyens d'y atteindre.

La lutte contre la justice de classe s'impose également à nous. La III<sup>e</sup> Internationale proteste contre le terrorisme légal de la classe bourgeoise.

Le prolétariat international ne tolérera pas que les capitalistes allemands, exerçant le mandat des puissances impérialistes, brisent par la terreur les énergies du prolétariat allemand ! (*Vits applaudissements.*)

## Le prolétariat allemand et le plan Dawes

*Ruth Fischer.* — Nous représentons ici la fraction parlementaire, mais il est évident que nous ne pouvons entreprendre une action purement parlementaire, c'est-à-dire très limitée, sans nous appuyer sur les larges masses prolétariennes. L'efficacité de notre campagne internationale dépend, sans contredit, de la force des Partis communistes et de l'étendue de son influence ; mais elle dépend aussi de la concentration et de la coordination de notre travail.

Mac-Donald est tombé et c'est le communiste Campbell qui a causé sa chute. Le fait est symbolique. Les Mac-Donald tomberont encore et de bien d'autres façons, à cause du Communisme. Maintenant, si la bourgeoisie anglaise a renversé Mac-Donald, c'est parce qu'elle se sent en état de montrer dans tous les domaines la faillite du gouvernement travailliste : aucune des crises dont souffre l'Angleterre n'a été surmontée. Le bilan du gouvernement travailliste pourrait suffire à détruire d'un seul coup et partout les illusions social-démocrates.

Nous sommes, en Allemagne, en présence d'une situation extrêmement compliquée. On a parlé du retour possible de l'ancienne « coalition restreinte » des social-démocrates, des démocrates et du centre catholique. Cette combinaison est invraisemblable. Les pourparlers laborieux qui se poursuivent maintenant ont pour objet la formation d'un gouvernement qui jettera le masque pacifiste et, mettant à profit les expériences de six années de lutte de classe, mettra à la hauteur d'un principe la violence dans la répression. Il y a, en Allemagne, des masses ouvrières qui ne se laissent pas séduire par la phrase démocratique. Ces masses constituent un danger permanent pour la bourgeoisie et la contraignent à faire un constant appel à la force.

Depuis l'adoption du Plan Dawes, le chômage n'a cessé d'augmenter. En Rhénanie, il est question dans de nombreuses usines d'arrêter la production. Les capitalistes exigent l'abrogation de la journée de huit heures et considèrent cette revendication comme une condition de l'application du Plan Dawes. Quatre ou six semaines après l'adoption de l'accord de Londres, les conditions de vie de la classe ouvrière n'ont fait qu'empirer. Les partis les plus importants de la bourgeoisie allemande semblent vouloir exécuter le Plan Dawes. L'industrie lourde veut de son côté participer au gouvernement. La bourgeoisie allemande ne sait que trop bien qu'elle n'a rien à craindre du parti social-démocrate qui lui reste toujours dévoué et vis-à-vis duquel elle peut tout se permettre.

La résistance économique des ouvriers aux effets du Plan Dawes constituera d'abord l'axe de notre action révolutionnaire commune. Ces luttes économiques ne seront pas pacifiques ; il faut s'attendre à ce qu'elles revêtent nécessairement l'aspect de conflits révolutionnaires. Les effets du Plan Dawes ne se feront pas sentir qu'en Allemagne. Aussi, dans sa première étape, notre action commune tentera-t-elle à élargir les luttes économiques en les transformant en luttes révolutionnaires et en leur conférant une importance internationale. Communistes allemands, nous avons entrepris

d'opposer au Plan des Experts du brigandage financier le Plan des Experts ouvriers. Le projet de loi sur la socialisation, élaboré par la fraction communiste du Reichstag, nous est pour cela utile. Dans les luttes économiques nous affirmerons hautement notre but : la socialisation des moyens de production et la conquête du pouvoir. Si nous omettions de le faire, il n'y aurait plus de différence entre nous et certains social-démocrates.

Les résolutions du congrès des Trades-Unions anglaises de Hull sur la nationalisation des chemins de fer et du sous-sol nous apportent un argument. Bien que connaissant le peu d'empressement des socialistes anglais à poursuivre la mise en pratique des résolutions de ce genre, nous pouvons dire qu'au fond nous demandons la même chose que le congrès de Hull et qu'il ne s'agit que de savoir quels moyens doivent être adoptés pour atteindre ce but. La plate-forme de Cologne doit être telle qu'elle puisse être efficacement opposée à la plate-forme exprimée par le Plan Dawes.

Elle doit naturellement correspondre aux intérêts du prolétariat industriel. Mais, vu la crise agraire en Allemagne et la situation analogue en France, nous devons nous adresser aux petits cultivateurs. Le Plan Dawes porte atteinte à leurs intérêts aussi bien qu'aux intérêts du prolétariat industriel.

Enfin, la Conférence de Cologne doit examiner sérieusement l'organisation pratique de l'action résolue. Nous lui avons soumis un projet de propagande et de manifestations internationales. Nous croyons utile que la campagne internationale soit terminée par une conférence syndicale qui se réunirait à Paris.

Les social-démocrates acceptent sans conditions et même avec satisfaction le Plan Dawes. Mais le mécontentement des ouvriers est si grand que dans la social-démocratie même des voix s'élèvent contre l'acceptation sans conditions. Il en est de même dans le Labour Party. Un point de vue analogue serait pour les partis communistes tout à fait inacceptable. Les communistes sont en principe « contre tout ce que contient le Plan Dawes ».

Nous attirons encore l'attention de la conférence sur un fait qui caractérise la situation en Allemagne. Notre bourgeoisie et ses larbins veulent couronner l'œuvre de la conférence de Londres par la rupture des ouvriers allemands avec la Russie soviétique. C'est ce qui explique le déchainement de la presse capitaliste et social-démocrate. Ces attaques de la presse font penser à une offensive impérialiste possible contre la Russie ; cela pourrait bien être une des grandes œuvres de l'ère du « pacifisme ».

L'attitude de la classe ouvrière allemande au cours des dernières semaines nous donne l'impression d'être, après la défaite d'octobre 1923, au début d'une période de défensive énergique. Un profond mécontentement se manifeste parmi les métallurgistes et les mineurs de la Ruhr. Dans certaines usines, les ouvriers quittent le travail après avoir fait leurs huit heures. Les cheminots reconnaissent la justesse de nos prévisions. A tous de les incorporer au mouvement des ouvriers des métaux et des mineurs.

Je conclus. Si la conférence de Cologne accomplit son devoir, en traçant les lignes générales de l'action internationale contre le plan Dawes, elle sera une étape sur le chemin de la révolution. (Applaudissements prolongés.)

Un délégué des usines Bayer et Cie salue la conférence au nom de 5.000 ouvriers. Les usines

qu'il représente enverront une délégation à la réouverture du Reichstag, à Berlin, pour exiger la mise en liberté des détenus politiques.

La gare de Cologne, l'usine Boeckling de Cologne, Mulheim, les verreries Gerresheimer, les aciéries Henkels et Siegen, les mutilés de guerre et les sans-travail de Dusseldorf sont représentés par des députations, qui saluent la Conférence.

## LA DISCUSSION

### Les devoirs du P. C. français

#### Les dettes de la France

Cachin apporte l'approbation de la délégation française aux résolutions proposées.

— Nous aussi, dit-il, nous sommes d'avis que l'action contre le plan Dawes est le premier et le plus important des devoirs de l'Internationale Communiste.

Le P.C.F. a élevé au Palais-Bourbon sa protestation contre la colonisation de l'Allemagne. Mais il faut désormais poser pratiquement la question. Le plan Dawes menace le prolétariat international.

La France est, pour des sommes énormes, la débitrice de l'Angleterre et des Etats-Unis. Un financier américain, M. Hurley, vient de proposer un plan analogue à celui des experts, mais concernant la France. Celle-ci payerait ses dettes à l'Amérique en lui livrant une partie de ses chemins de fer et de ses lignes de navigation.

En défendant le prolétariat allemand contre la finance américaine, le prolétariat français se défend lui-même.

Cette action exige une collaboration étroite des camarades des deux pays. Dans plus de deux cents réunions organisées par notre Parti, nous commencerons une campagne pour la libération des prisonniers politiques de la Ruhr et du Rhin.

Nous avons aussi à nous préparer à repousser les prochaines offensives contre la Russie des Soviets. Les gens qui ont monté l'aventure géorgienne résident à Paris. Le ministre des finances du gouvernement polonais vient de solliciter de la France un crédit de 500.000.000 de francs pour des armements évidemment dirigés contre la Russie. Le gouvernement français, cédant à la finance américaine, recule, d'ailleurs, la reconnaissance de l'Union Soviétique.

La question coloniale est d'une importance particulière pour le P.C.F. Des milliers d'indigènes des colonies travaillent dans les usines françaises. Nous nous sommes mis à l'œuvre pour leur donner conscience de leurs intérêts de prolétaires.

Le Parti Communiste Français est en progrès. Son influence sur les masses s'étend. Le récent congrès des fonctionnaires, qui a siégé à Paris, l'a montré. Nous ferons notre devoir pour empêcher que le prolétariat allemand ne soit réduit à l'esclavage et pour hâter l'heure de la révolution mondiale !

(La péroraison de Cachin est marquée de vifs applaudissements.)

### La chute de Macdonald

#### et la situation en Angleterre

Tom Bell. — Le Parti Communiste anglais approuve sans réserve les propositions de la Conférence, l'action contre le plan Dawes et la campagne contre la justice de classe en Allemagne.

La chute du cabinet Macdonald crée en Angleterre une situation éminemment favorable à notre parti. Le capitalisme anglais ne s'est pas relevé de la guerre. Il y a encore chez nous près de deux millions de sans-travail. Le développement capitaliste des colonies est tel que leur industrie fait concurrence à celle de la métropole.

Macdonald avait été choisi par la bourgeoisie pour présider à un gouvernement de reconstruction capitaliste et discréditer par là même le Labour Party parmi les travailleurs.

Le gouvernement travailliste se flattait d'apporter des remèdes au chômage. Depuis des mois, le nombre des chômeurs ne cesse de s'accroître. L'échec de Ramsay Macdonald est complet dans ce domaine comme en politique étrangère. Il a accepté le plan Dawes malgré l'opposition des travailleurs anglais. Ceux-ci sentent bien que l'aviilissement des conditions d'existence de leurs frères d'Allemagne aura pour eux-mêmes de graves conséquences.

Le gouvernement Macdonald ne s'est pas montré moins impérialiste que le gouvernement de Lloyd George. Même en traitant avec la Russie il s'est montré complaisant envers la haute finance, sans réussir pourtant à la satisfaire complètement.

Le Parti Communiste anglais a fait justice de la phraséologie démocratique et pacifiste de Macdonald. Ses succès ont été grands, notamment à l'occasion de la commémoration de la guerre. On sait que le Labour Party a décidé de ne pas admettre de candidatures communistes aux élections et repoussé l'adhésion du Parti Communiste. La volonté de scission des gens de la II<sup>e</sup> Internationale s'affirme ainsi une fois de plus.

### La composition de la Conférence

Katz informe l'assemblée que 74 délégués participent à la Conférence. Ce sont : 55 Allemands (20 députés), 3 Anglais, 8 Français (5 députés), 1 Italien, 1 Suisse, 3 Tchéco-Slovaques, 2 Belges, 1 Hollandais, 2 délégués de l'Internationale des Jeunesses, 2 délégués de l'Exécutif, 2 délégués des Jeunesses allemandes.

Il est décidé d'adresser un message de solidarité aux mineurs grévistes du Borinage.

### Le P. C. italien pendant la crise du Fascisme

Rossi souscrit, au nom du P. C. italien, aux résolutions prises.

— Peut-être, dit-il, le Parti italien n'est-il pas en mesure de faire grand-chose contre le plan Dawes ; mais tout ce qu'il peut, il le fera. Il a pleine conscience du devoir de l'Internationale envers le prolétariat allemand.

La bourgeoisie de tous les pays a coutume de louer Mussolini d'avoir vaincu le bolchevisme. Rien n'est plus faux. Quand Mussolini a pris le pouvoir, il n'y avait pas de vrai parti communiste en Italie. Il n'y avait ni clarté dans les idées, ni volonté nette, ni direction centrale. Mais, sous la dictature fasciste, les ouvriers communistes italiens ont beaucoup appris, beaucoup travaillé.

Notre Parti se construit maintenant. Persécutés, réduits, de ce fait, à l'illégalité, nous comptons 25.000 cotisants, et notre quotidien, *L'Unità*, a 40.000 lecteurs. Nous avons confiance en l'avenir.

### En Suisse

Wieser traite des effets du plan Dawes sur la Suisse, petit pays d'une neutralité typique. Aucun pays ne pourra maintenir la journée de huit heures si celle-ci n'est pas maintenue en Allemagne. Déjà les ouvriers suisses ont fort à faire pour défendre, souvent par la grève, la journée de 8 heures, maintenue pourtant légalement, à la majorité des deux tiers, par le référendum de février. De fait, la majorité des ouvriers suisses travaillent 9 et 10 heures.

La Suisse doit participer pour 75.000.000 de marks-or à l'emprunt allemand de 800 millions. Il est facile de prévoir que le taux des hypothèques augmentera dans notre pays, ce qui aura des conséquences sur les loyers.

Le Parti suisse se joint à ses frères pour l'action nécessaire.

### Le plan Dawes et les jeunes

Stephan parle du projet de Service Obligatoire du Travail mis à l'étude en Allemagne. Il s'agit d'obliger les jeunes ouvriers à travailler un an ou deux sans rétribution.

En exigeant la libération des prisonniers politiques qui remplissent les prisons d'Allemagne, on ne doit pas oublier qu'il y a parmi eux près de 2.000 jeunes gens.

### La Tchecoslovaquie aussi est une colonie

Taussik (Tchécoslovaquie) motive l'approbation du Parti tchéco-slovaque. Une solidarité effective résultant d'une situation commune lie les travailleurs révolutionnaires de Tchecoslovaquie à ceux d'Allemagne. Notre république est aussi une colonie de la finance internationale. L'anarchie de la production et de la consommation y règne. Nous avons un grand nombre de sans-travail dont beaucoup ne reçoivent pas d'allocations. Des entreprises ferment et le gouvernement de coalition — qui compte des social-démocrates — veut imposer au peuple travailleur le fardeau des dettes de guerre. Les industries tchécoslovaques, « pour ne pas être ruinées par le plan Dawes », réclament déjà l'abaissement des frais de la production. On sait ce que cela veut dire...

### En Belgique on diminue les salaires

Van Overstraeten expose la situation du Parti communiste belge. Le plan Dawes a déjà des répercussions en Belgique. Le patronat invoque la concurrence des houillères allemandes pour diminuer le salaire des mineurs de 5 à 10 %. Dans le Borinage une grève dresse contre eux depuis près de deux mois les gens de la mine défendant leur pain. Le Parti belge comprend quels liens existent entre la grève du Borinage et le plan Dawes.

Le P.C.B. semble entrer dans une période de croissance. Une gauche se forme dans le Parti ouvrier. Dans le mouvement syndical les Chevaliers du Travail soutiennent le bon combat contre le réformisme. Les prolétaires conscients de Belgique feront dans la situation présente leur devoir.

Lakerveld (Hollande) rappelle l'importance de l'action pour l'unité syndicale internationale. Le voyage de Fimmen en Russie aura pour nous des conséquences excellentes. La mauvaise volonté

des social-démocrates hollandais est de plus en plus souvent déjouée par les ouvriers de leur propre parti qui, comme à Hilversum, se joignent à nous contre la justice bourgeoise. Nous combattons celle-ci aux colonies comme dans la métropole. La section hollandaise de l'I.C. est petite mais active et persévérante.

### La justice de classe en Allemagne

*Rommelé* (Allemagne) présente un rapport documenté. Nous voyons, dit-il, qu'un mouvement révolutionnaire avorté peut coûter cher au prolétariat. Dans les 6 derniers mois 18.000 procès ont été intentés à des ouvriers. 7.000 prolétaires sont en prison. Après l'insurrection de Hambourg (octobre 1923) 160 ouvriers ont été condamnés ensemble à 424 années de prison et 250 attendent encore d'être jugés. Rien que de juillet à septembre dernier 17.000 ouvriers ont été condamnés à 1.200 années d'emprisonnement. En 60 années de mouvement ouvrier la classe ouvrière avait moins souffert de la justice de classe qu'en les six derniers mois !

Le gouvernement du Reich l'a dit : le but de cette terreur légale c'est l'extirpation du mouvement révolutionnaire en Allemagne. Le capitalisme allemand se rend compte qu'il doit profiter du répit qui lui est accordé. Il use contre le prolétariat de ses méthodes de mensonge et d'information tendancieuse qui ont fait leurs preuves pendant la guerre.

La campagne contre la justice de classe de la démocratie — et de la social-démocratie allemande — ne doit pas être faite sur un ton humanitaire. Ayons bien conscience que seule la force révolutionnaire du prolétariat enfoncera les portes des cachots de la bourgeoisie !

Les projets d'appels et de résolutions sont mis aux voix et adoptés à l'unanimité.

### Notre plan de bataille

#### contre le plan Dawes

*Katz* dresse le bilan des travaux de la conférence. Le plan Dawes ne peut pas et ne doit pas être appliqué. Nous opposons, dit l'orateur, le plan de bataille des travailleurs au plan d'exploitation des financiers. La volonté des prolétaires empêchera la colonisation de l'Allemagne. Les délégations étrangères ont pu se rendre compte sur place, dans les usines, que les ouvriers allemands sont avec leur Parti communiste, avec la III<sup>e</sup> Internationale. Ils ne perdent pas de vue l'exemple des Soviétiques et ils vont de l'avant avec une résolution inébranlable.

La séance est levée à 6 heures au chant de l'*Internationale*.

### RESOLUTION

#### Le programme des revendications prolétariennes immédiates

Les délégués des Partis communistes anglais, français, allemand, hollandais, belge, suisse et tchécoslovaque, réunis le 9 octobre, à Cologne, afin d'examiner le plan Dawes et l'accord de Londres au point de vue des intérêts ouvriers, constatent, après étude approfondie, que ces accords et ces plans constituent essentiellement une agression sournoise contre les intérêts vitaux du prolétariat mondial et que l'exécution du plan Dawes ne tardera pas à provoquer des crises éco-

nomiques dans les principaux pays européens : Angleterre, France et Allemagne.

Un échange de vues a eu lieu entre les délégués, sur les moyens propres à aider les ouvriers de tous les pays à sortir d'une situation économique et sociale des plus graves. Les délégués ont été unanimes à conclure qu'il y a lieu d'opposer au plan de Londres un plan tout à fait différent.

Ce plan consiste en la réalisation du socialisme, l'expropriation des mines, des banques et de la grande industrie, la nationalisation de toutes les entreprises de transport et du commerce de gros, de la grande propriété et des maisons d'habitation. Les entreprises nationalisées devant être placées sous le contrôle des organisations des ouvriers et employés. La nationalisation ne peut être menée à bonne fin que par le pouvoir dictatorial d'un gouvernement issu du peuple laborieux et par notre alliance avec la Russie Soviétique.

En vue de défendre l'existence même du prolétariat contre l'offensive patronale et les conséquences désastreuses de la politique des experts alliés, il y a lieu de tendre à faire triompher le programme minimum suivant :

1° Journée de travail de huit heures garantie aux ouvriers, employés et fonctionnaires, les heures de travail ne devant pas dépasser 44 heures la semaine ;

2° Minimum de salaires garanti aux ouvriers, employés et fonctionnaires (en Allemagne, actuellement, 65 marks par semaine) ;

3° Travail assuré à tous les ouvriers valides ; contrôle ouvrier de la production en vue de combattre le sabotage patronal ;

4° Allocations de chômage, de maladie, d'invalidité, etc., égale au minimum de salaire ;

5° Logements salubres à la population laborieuse des villes et des campagnes ;

6° Approvisionnement assuré à la population laborieuse ;

7° Exemption d'impôts de toute personne dont le revenu ne dépasse pas le salaire minimum ;

8° Suppression des impôts indirects, qui pèsent lourdement sur le prolétariat. Défense des petits cultivateurs contre le fisc.

La classe ouvrière de tous les pays doit, pour défendre son existence, empêcher par tous les moyens la mise en œuvre du plan criminel des experts, conçu par le gros capital international.

### APPELS

#### Aux ouvriers de tous les pays

Le dernier masque de la démocratie-pacifiste va tomber. La guerre civile et l'intervention impérialiste en Chine, les troubles du Soudan, la campagne au Maroc, les armements fiévreux des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France, dévoilent aux masses le vrai caractère du pacifisme démocratique : il prépare la voie à une nouvelle guerre mondiale, il prépare de grandioses luttes futures qui mettront aux prises les classes capitalistes américaine, anglaise et française, aspirant à établir leur domination sur le monde.

L'Amérique est à la tête des puissances impérialistes. Elle s'apprête à porter des coups décisifs à l'Angleterre et à la France, auxquelles elle dispute le pouvoir sur l'Europe et au Japon qu'elle veut supplanter en Extrême-Orient. Profitant des antagonismes irréconciliables existant entre les

bourgeoisies anglaise et française, le capital américain prend la première place parmi les colonisateurs de l'Allemagne. L'impérialisme américain exige de l'Angleterre et de la France le remboursement des dettes de guerre. L'agent américain surveillant le paiement des réparations par l'Allemagne se transformera bientôt en huissier chargé d'encaisser le montant des dettes interalliées à l'Amérique.

L'impérialisme américain veut dominer la terre. Insatiable, il étend ses tentacules vers l'Extrême-Orient. Asservir le peuple chinois d'abord, encercler la Russie soviétiste ensuite ! Ce sont ses fins. La haine mortelle contre la Russie soviétiste, foyer et symbole de la révolution prolétarienne internationale, reste, malgré les rivalités impérialistes, le principe commun, invariable de la politique impérialiste internationale. On voit s'esquisser à l'horizon les préparatifs d'une action impérialiste contre la Russie soviétiste, action qui revêtira les dimensions fabuleuses d'une bataille décisive entre le capital et le travail, entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Le chemin de l'impérialisme passe par des crises économiques répétées. L'impossibilité de résoudre le problème des réparations devient de plus en plus évidente. Le plan Dawes soumet l'Allemagne tout entière à la domination de l'impérialisme américain et de l'Entente, mais déjà la Conférence de Londres a montré à nouveau qu'un partage pacifiste du butin est impossible. L'automne et l'hiver prochains seront caractérisés par une nouvelle crise de production et du commerce. Par suite de la récolte trop difficile dans de nombreux pays et de la crise agricole internationale, les classes laborieuses voient apparaître le spectre de la disette. Le chômage grandit en Allemagne, en Angleterre, en Tchéco-Slovaquie. Il arrivera, pendant cet hiver de famine, à son point culminant. Le prolétariat de tous les pays, et en premier lieu la classe ouvrière allemande, est menacé d'une nouvelle offensive patronale, qui se traduit en Allemagne par la réduction des salaires misérables, par de nouvelles charges fiscales, par la fermeture de certaines usines, par le renchérissement de la vie. Tout ce qu'il y a d'atrocement insensé dans l'anarchie capitaliste s'étale en Allemagne au grand jour. On fait des journées de 10 et 12 heures, alors que les chômeurs se comptent par des centaines de milliers.

Le plan des experts fait du prolétariat allemand le premier objet direct de l'offensive des classes capitalistes de tous les pays. Ce plan, dès qu'il sera appliqué, lèsera non moins gravement les ouvriers anglais, français, américains, tchéco-slovaques et polonais. Aussi la résistance du plan Dawes n'intéresse-t-elle pas que les ouvriers allemands. Le prolétariat révolutionnaire de tous les pays d'Europe et d'Amérique y est directement intéressé. Ce n'est qu'en organisant son action et en lui donnant un caractère révolutionnaire que le prolétariat européen remplira les conditions nécessaires à la destruction de la dictature capitaliste, à l'avènement de la classe ouvrière au pouvoir.

La classe ouvrière n'est soutenue dans sa lutte contre les auteurs du plan Dawes que par la Russie soviétiste : parce que la Russie soviétiste est l'alliée naturelle de la classe ouvrière contre toute la bourgeoisie, et parce que la bourgeoisie américaine, pour couronner son œuvre impérialiste, voudrait également imposer à l'Etat prolétarien un plan Dawes. Mais, depuis sept ans, la

Russie soviétiste tient tête aux forbans impérialistes de tous les pays. Elle restera la forteresse inexpugnable de la classe ouvrière !

*Avec la Russie soviétiste contre les auteurs du plan Dawes !* C'est notre mot d'ordre d'action révolutionnaire, dans la défense de l'existence des travailleurs et la marche au pouvoir.

Le front unique impérialiste des bourgeoisies de tous les pays comprend encore deux ennemis acharnés de la classe ouvrière : la Société des Nations et la 2<sup>e</sup> Internationale.

La S. D. N. est, en premier lieu, l'organe de l'intervention impérialiste contre la Russie soviétiste. C'est avec son concours que la 2<sup>e</sup> Internationale a monté le complot géorgien, haut fait du pacifisme démocratique qui s'harmonise si bien avec le pacte de garantie, la résolution sur la sécurité des Etats, le désarmement et la paix du monde. La S. D. N. est, contre la révolution prolétarienne, une nouvelle Sainte-Alliance. C'est la conspiration la plus dangereuse des forbans capitalistes.

Son agent au sein de la classe ouvrière est la 2<sup>e</sup> Internationale, l'Internationale de Ramsay Mac Donald, du premier ministre anglais, bourreau des travailleurs chinois et hindous.

La 2<sup>e</sup> Internationale continue à considérer comme son devoir unique la collaboration avec les capitalistes contre la classe ouvrière. Aux enseignements révolutionnaires de Marx et Engels, elle a substitué le projet des Experts de la finance américaine. Elle dirige la campagne contre la Russie soviétiste. Elle est l'ennemie de la classe ouvrière. Elle s'acharne sur le seul parti représentant vraiment les intérêts du prolétariat, l'Internationale Communiste, avec la rage propre aux transfuges payés. Les chefs de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, ses dévoués serviteurs, cherchent, au nom de la neutralité politique, à paralyser toute lutte économique du prolétariat et se font les gendarmes de la haute finance pour contenir la révolte du travail contre la loi exploitrice de Londres et de New-York.

Mais l'influence réformiste sur les masses ouvrières commence à décliner. L'évolution du mouvement syndical anglais, la poussée si vigoureuse des masses ouvrières allemandes et françaises vers l'unité syndicale internationale et nationale sont les signes du réveil de la conscience de classe du prolétariat européen. Le Congrès des Trades Unions anglaises, à Hull, où le sabotage des gens d'Amsterdam n'a pu empêcher les masses ouvrières anglaises de manifester leur désir d'unité avec les organisations des autres pays et surtout de la Russie, constitue un grand pas vers l'unité syndicale.

L'offensive patronale oblige les masses ouvrières à entrer dans cette voie. Dans l'action révolutionnaire contre les effets du plan des Experts, le rétablissement de l'unité syndicale internationale est la condition du succès.

Travaillez avec une inlassable énergie au rétablissement de l'unité syndicale, malgré les saboteurs avérés, comme malgré les chefs hésitants qui soutiennent aujourd'hui, sous la pression des masses, l'action pour l'unité, quitte à la trahir demain.

Ouvriers ! Camarades ! Agissez sans vous lasser. N'oubliez pas que l'unité syndicale ne naîtra que de votre ferme volonté unanime.

Le programme du front unique prolétarien est : unité nationale et internationale du mouvement syndical, lutte à fond contre le plan de la finance internationale !

A la colonisation de l'Allemagne, de la Chine et de la Russie, opposez l'union des exploités de tous les pays contre les trusts, contre-les financiers et les flibustiers de l'argent. Contre l'exploitation capitaliste, pour la nationalisation de la grande propriété, pour l'expropriation des banques, des mines, des chemins de fer et des branches les plus importantes de l'industrie. Contre la prolongation de la journée de travail, le chômage et les salaires de famine, pour le maintien des 8 heures, la protection de la jeunesse, des femmes et des invalides du travail.

Votre action ne sera efficace que si les masses ont conscience qu'il s'agit, en réalité, d'une bataille sans merci dans laquelle leur objectif est la conquête du pouvoir par le prolétariat. Sans la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie, il n'est pas de conquêtes économiques !

La haute finance impérialiste ne garde le pouvoir qu'en broyant par millions les prolétaires et les gens des classes moyennes. Elle se nourrit du sang de ceux qui tombent innombrables sur les champs de bataille du travail et des guerres impérialistes. Le pouvoir du prolétariat ne s'édifiera à son tour que sur les ruines de l'impérialisme.

La Conférence de Cologne, à laquelle ont assisté les délégués des Partis communistes allemand, français, tchéco-slovaque, italien, suisse, hollandais, belge, balkaniques et polonais, invite, dans ces heures décisives, la classe ouvrière de tous les pays à agir pour défendre son existence, à agir pour détruire le pouvoir du capital.

Notre confiance en la classe ouvrière est inébranlable.

Du sang même des héros sacrifiés à l'émancipation de la classe ouvrière, naissent au prolétariat de nouvelles forces qui assureront finalement son triomphe.

Le chemin de l'action présente est celui de l'unité syndicale.

Tous et tout pour l'unité syndicale ! Aucun ménagement à l'égard de ceux qui la sabotent ouvertement ou non !

Le front unique des travailleurs face à l'impérialisme !

Et vive la Russie soviétiste !

Vive l'Internationale Communiste !

## II

### Aux travailleurs des régions occupées

Camarades !

La Conférence interparlementaire de l'Internationale Communiste vous adresse, combattants héroïques de la lutte de classe, son salut révolutionnaire. Les classes possédantes de l'Allemagne ont déchargé sur vos épaules les charges les plus lourdes, résultant de la guerre qu'elles ont faite et perdue. Au prix d'efforts acharnés, vous avez repoussé, depuis 1918, toutes les offensives patronales. Mais les manœuvres des chefs syndicaux réformistes et chrétiens ont produit leur effet dans vos rangs. Après avoir fait perdre aux mineurs la journée de 7 heures, ces mauvais bergers ont cherché à vous persuader qu'il fallait, dans l'intérêt de la « patrie » et dans le vôtre, consentir à des heures de travail supplémentaire. Ils ont réussi à détruire votre front unique et à vous paralyser. Les heures supplémentaires ont fini par désarmer les mineurs. Le charbon s'est accumulé dans les stocks, armant le patronat contre vous.

Votre détresse fut pour les bourgeoisies rivales allemande et française un encouragement à

vider leurs querelles à vos dépens. La guerre de la Ruhr a été pour vous désastreuse. Elle s'est terminée par l'alliance du capital allemand et français contre vous. Pendant que vous défendiez votre pain et votre vie contre le capitalisme et le mouvement séparatiste, les capitalistes patriotes s'unissaient contre vous à l'« ennemi » national. Après la *Micum*, état-major de l'industrie lourde française, c'est maintenant l'américain Dawes qui dirige les exploités internationaux contre vous.

Vos leaders syndicaux réformistes et chrétiens vous ont trompés sciemment en soutenant que le plan Dawes vous décharge des fardeaux résultant des accords de la *Micum*, ses conséquences devant désormais être supportées par la population de l'Allemagne entière. Vos charges n'ont pas diminué. Mais toute la classe ouvrière allemande est en danger. Des équipes de huit heures et demie à neuf heures dans le sous-sol et de douze heures à la surface, voilà ce que veulent capitalistes et gouvernants. Par le sabotage de la production, les licenciements et la faim, ils comptent vous réduire. Le pacifisme impérialiste, dont une presse domestiquée vante les bienfaits, aspire à se servir de vous contre vos camarades anglais, français, belges et hollandais, dont votre travail d'esclaves aggraverait l'exploitation.

Vos camarades étrangers vous invitent à défendre les équipes de sept heures dans le sous-sol et la journée de huit heures à la surface. Ils réclament pour vous des salaires suffisants dans votre intérêt et dans celui du prolétariat mondial.

Les réformistes allemands voudraient empêcher la formation du front unique international des ouvriers du sous-sol. Dans l'intérêt du capital, et pour garder leurs postes dirigeants, ils veulent faire de vous les plus misérables producteurs de charbon du monde. Ils ont déjà, dans la Ruhr, jeté 80.000 mineurs sur le pavé, 80.000 chômeurs dont les frères sont tenus de fournir du travail supplémentaire.

C'est avec satisfaction que la conférence interparlementaire prend note de votre intention de vous réunir en conférence avec vos camarades étrangers. Soyez convaincus, camarades, que plus le capitalisme international concentre ses efforts contre vous et plus votre résistance devient la cause des ouvriers du sous-sol de tous les pays. Déjà, les mineurs anglais, par l'organe de leur secrétaire général Cook, ont invité les mineurs de tous les pays à une action internationale contre le plan Dawes. Les réformistes allemands les dénoncent comme des agents de la Russie. Vous vous apercevrez, dans vos luttes, que le système capitaliste est condamné, n'étant plus en état d'assurer au groupe le plus important des salariés des conditions de vie dignes de l'être humain. Le replâtrage tenté par le plan Dawes se heurtera à votre volonté de libération.

L'Internationale Communiste a dénoncé, dès le début, le péril du plan Dawes. Vous êtes les témoins des persécutions auxquelles sont en butte ses sections dans tous les pays. Le Parti Communiste Allemand est appelé à vous guider. Détournez-vous des chefs qui vous ont cent fois trahi et faites vos guides de prolétaires tels que vous !

Puisse votre conférence du 2 novembre constituer le front solide des ouvriers des métaux et du sous-sol, des cheminots et des sans-travail. Ne vous laissez plus diviser par la valetaille de la bourgeoisie. Ouvriers du sous-sol, des métaux et du rail, employés, unissez-vous et vous vaincrez. Le prolétariat européen brisera ses chaînes et arrachera le pouvoir au capitalisme. Vous êtes

le contingent du prolétariat le plus fort et le plus aguerré. Les travailleurs du monde attendent beaucoup de vous.

Vive le prolétariat du Rhin et de la Ruhr !

Vive l'action internationale du prolétariat contre le plan Dawes !

Vers la conquête du pouvoir !

### III

#### Aux peuples opprimés

Les représentants des Partis Communistes et des organisations syndicales adhérentes à l'I.S.R. d'Allemagne, de France, de Belgique, d'Angleterre, d'Italie, de Hollande, de Suisse, de Pologne, de Tchéco-Slovaquie, de la Fédération des Balkans, de Hongrie, réunis en Conférence Internationale à Cologne, le 9 octobre, adressent aux peuples coloniaux exploités et opprimés par les impérialistes l'assurance de leur complète solidarité dans leurs mouvements nationaux libérateurs.

Au moment où, à travers le monde, l'impérialisme poursuit les guerres de colonisation en Chine, au Maroc, au Soudan, en Syrie, dans les Indes, etc.; au moment où les peuples coloniaux opprimés se révoltent contre ce renforcement de leur esclavage, les Partis Communistes et les organisations syndicales de l'I.S.R. présents à la Conférence de Cologne s'affirment comme les seuls défenseurs du libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les seuls qui tendent une main fraternelle à tous les opprimés du monde, les seuls qui soient décidés à soutenir, par des moyens révolutionnaires, tous les peuples coloniaux qui luttent pour leur émancipation.

Ils profitent de cette Conférence pour féliciter les indigènes du Maroc français et espagnol pour leur lutte émancipatrice contre les généraux dictateurs et assassins, les noirs de la Guadeloupe pour leur lutte contre leurs administrateurs-bourreaux, les peuples opprimés de la Chine contre les généraux serviteurs des impérialistes japonais, français et anglo-américains, et ils leur demandent de poursuivre cette lutte jusqu'à leur émancipation totale du joug des impérialistes blancs et des capitalistes indigènes.

Vive l'émancipation nationale des peuples coloniaux, étape nécessaire de leur émancipation intégrale !

### IV

#### Contre la terreur blanche

*Aux ouvriers et aux paysans travailleurs de tous les pays*

La bourgeoisie, ne pouvant plus assurer aux masses laborieuses du travail, du pain et la paix, est réduite aux moyens de la guerre civile. C'est par milliers qu'elle jette les militants révolutionnaires dans les prisons.

En Allemagne, en Pologne et en Bulgarie, la réaction est particulièrement brutale.

En Allemagne, de janvier à mai 1924, 8.980 procès sont intentés à des travailleurs; de juillet à la mi-septembre, 1.750 ouvriers sont condamnés à des milliers d'années d'emprisonnement.

En Pologne, les travailleurs révolutionnaires sont en butte aux persécutions policières. Des centaines sont emprisonnés sans jugement.

Même chose en Bulgarie, où le crime des ouvriers et des paysans est d'avoir résisté au sanglant réactionnaire Tsankov.

Aucune expression ne peut qualifier le régime des prisons bourgeoises.

Dans tous les pays, les chefs de la II<sup>e</sup> Internationale sont les complices de la réaction, invariablement alliés à la bourgeoisie. Les Vandervelde, les Jouhaux, les Wels, les Leipart ont, par contre, l'impudence de réclamer la libération des pseudo « révolutionnaires » qui, au service des rois du pétrole et du manganèse, au service de MM. Lloyd George, Poincaré, Tsankov et Pilsudsky, ont fomenté des complots contre les Soviétiques.

Les socialistes de toutes nuances osent réclamer l'amnistie pour les ennemis du premier Etat ouvrier et paysan !

Et quand la bourgeoisie emprisonne et condamne les militants révolutionnaires du vrai socialisme, ils applaudissent aux rigueurs de la vindicte de classe !

La bourgeoisie veut vous mater par la terreur, vous priver de vos chefs, vous empêcher à tout prix de joindre le Parti Communiste, décimer ce parti, préparer par ses campagnes de calomnies contre Moscou l'opinion à des nouvelles agressions contre le pays de la révolution sociale.

Les classes dominantes ont besoin de votre peine et de votre labeur; elles ont besoin aussi de la chair à canon que vous êtes, comme le furent les 12 millions de morts de la « grande » guerre.

Ouvriers et paysans !

Avec les milliers de révolutionnaires incarcérés en tous pays, c'est vous-mêmes qui êtes enchaînés. C'est vous que la justice de classe des riches condamne à la faim, à l'esclavage, à une mort prématurée.

Sachez que, même enchaînés, même sous les verrous, vos militants résistent encore et ne renoncent pas à remplir leur devoir.

Qu'ils vous servent d'exemple ! Chaque condamnation d'un militant prolonge et aggrave votre misère. Sachez-le ! En exigeant la libération des révolutionnaires emprisonnés, vous travaillez à votre propre libération.

Contre les ennemis du travail dans les villes et dans les campagnes !

Contre la dictature de la bourgeoisie !

Vive la solidarité fraternelle des masses laborieuses de tous les pays !

Vive le Secours Rouge International !

*Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression des autres.*

*Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe; s'il s'érige, par une révolution, en classe régnante et, comme classe régnante, détruit violemment les anciens rapports de production, il détruit, en même temps que ces rapports de production, les conditions d'existence de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe.*

KARL MARX.

*Le capital est un produit collectif; il ne peut être mis en mouvement que par les efforts combinés de beaucoup de membres de la société et même, en dernière instance, que par les efforts combinés de tous les membres de la société.*

KARL MARX.

# Comment nous éditions pendant la guerre des journaux internationalistes

## SOUVENIRS

(Fin)

Nous avions également de grandes difficultés dans la rédaction. Notre journal avait groupé peu à peu autour de lui tous les adversaires de la guerre, qui étaient devenus ses collaborateurs. A mesure que, de la négation pure et simple de la guerre, nous commençons à passer au programme et que des renseignements nous parvenaient sur l'affaiblissement de l'esprit patriotique parmi les mencheviks, nos divergences de vue avec Martov s'accroissaient.

Ce dernier estimait qu'il fallait être très prudent avec les éléments hésitants, qu'il convenait de les éduquer, de leur expliquer leur erreur, mais sans les heurter, sans les qualifier de traîtres et de renégats. Nos dissentiments portaient également sur l'appréciation du rôle des social-patriotes des autres pays. Ils s'aggravèrent à l'extrême lorsqu'il fallut poser directement la question de Russie. Martov était en général très mécontent de nos attaques contre Vandervelde, Henderson, Scheidemann, Renaudel et autres, que nous considérions comme des traîtres ; mais quand on en vint aux Russes et aux membres de sa fraction, il se fâcha tout rouge.

Notre journal, ainsi que l'organe central des bolcheviks, ayant violemment critiqué la célèbre déclaration du Comité d'organisation mencheviste sur la non-résistance à la guerre, Martov nous reprocha avec acrimonie notre maladresse.

D'après lui, il fallait employer la méthode pédagogique en politique, n'attaquer personne et, à plus forte raison, ne pas accuser les gens de trahison. Il s'opposa résolument à toute tentative de mener campagne contre le pacifisme de P. Axelrod.

La lutte, au sein de la rédaction, revêtait un caractère de plus en plus aigu. La rupture se produisit au moment des élections aux comités industriels militaires en Russie. Le *Naché Slovo*, en l'occurrence, fit une critique virulente de Gvozdiev et de ses partisans. Martov était contre la façon d'agir de ces derniers ; mais, considérant notre violence comme inadmissible et nuisible pour le développement des idées internationalistes en Russie, il quitta la rédaction. Quoi qu'il ne fût pas entièrement d'accord avec lui, Ber donna également sa démission et partit travailler en Russie.

Il ne resta plus alors, au *Naché Slovo*, que cinq rédacteurs, dont un, Manouïlsky, atteint de phthisie, se trouvait en Suisse. Comme collaborateurs assidus, nous avions, en outre : M. Pokrovsky, D. Riazanov, Lounatcharsky, Tchitchérine, Tchou-dnovsky, Kollontai, Ouritzky, Varine, Pavlovitch, Lébediev-Polianski.

Cependant, notre quotidien se répandait de plus en plus. En Amérique (à New-York et dans d'autres villes), il s'était formé des groupes sympathisant à notre cause ; nous commençons à recevoir des articles et des communications même d'Australie : de tous les pays du monde, des émi-

grés russes nous écrivaient pour nous encourager. Il existait à Londres un fort groupe dirigé par Tchitchérine, qui était notre collaborateur et notre correspondant attitré pour l'Angleterre. Il suivait attentivement le développement du mouvement ouvrier anglais, sur lequel il donnait des informations détaillées à nos lecteurs.

Mais plus le *Naché Slovo* prenait d'extension, plus il nous était difficile de continuer notre travail. La censure était devenue intolérable. Le parti socialiste, que nous critiquions impitoyablement dans les colonnes de notre journal, menait une campagne sourde contre nous. Les social-patriotes disaient ouvertement que nous étions des agents de l'Allemagne. Alexinsky, qui était considéré comme un spécialiste pour les affaires russes, déclara dans la presse que nous avions approuvé le coulage du *Lusitania* et que nos fonds avaient une origine boche. Les patriotes socialistes et syndicaux français qui avaient leurs entrées chez le ministre Malvy ne pouvaient arriver à comprendre comment on pouvait éditer un journal avec nos misérables ressources. Pour eux, l'édition d'un quotidien était liée à des dépenses énormes. Or, dans nos listes de souscription ne figuraient que quelques centaines de francs, et cependant notre organe paraissait régulièrement.

Vers le milieu de l'année 1916, notre situation financière s'aggrava à tel point que nous vîmes le moment venir où il allait falloir mettre la clé sous la porte. Nous sonnâmes l'alarme, nous organisâmes des collectes spéciales, mais nous avions l'impression que nous n'arriverions pas à nous en tirer. Les deux premiers mois, nous ne donnions aux ouvriers typographes qu'un franc par jour et un hareng ; mais, la guerre se prolongeant, il avait fallu les payer d'après le tarif en vigueur, et, quoique les rédacteurs et les collaborateurs travaillaient tous gratuitement, notre situation financière était désespérée.

Malgré nos distributions de calepins-réclames, les collectes, les abonnements spéciaux, les soirées que nous organisons, nous n'aurions probablement pas pu tenir le coup si un secours inespéré ne nous était venu du philanthrope moscovite Chakhov.

Ce dernier, qui, en Russie, avait déjà fourni à plusieurs reprises des subventions inattendues aux révolutionnaires, arriva au début de l'année 1916 à Paris, loua deux petites chambres dans un modeste hôtel et se mit à observer le mouvement. Il avait déposé ses immenses capitaux dans des banques allemandes, anglaises et françaises, de sorte que, quelle que fût l'issue de la guerre, il était assuré d'avoir toujours de l'argent. Mais, malgré sa richesse, il faisait de l'opposition au gouvernement russe.

Un jour, intéressé par notre journal, dont j'étais alors le gérant responsable, il vint me trouver et se mit à développer les plans les plus

bizarres. Selon lui, il suffisait de deux ou trois hommes audacieux pour changer le cours de l'Histoire.

La chose était très simple. Il n'y avait qu'à tuer Nicolas et Guillaume. Cela produirait une impression formidable. Si l'on pouvait, par la même occasion, occire un ou deux dirigeants de la « démocratie » actuelle, les choses n'en iraient que mieux. Ces projets extravagants, il va de soi, me laissaient sceptique ; mais il n'était pas douteux que cet homme était sincèrement affligé de voir les peuples s'entrégorger et qu'il cherchait un moyen d'arrêter le carnage mondial. Il voulait faire quelque chose pour aider à la lutte contre la guerre. Ce n'était pas un révolutionnaire, mais simplement un libéral et un pacifiste, qui haïssait le despotisme et avait la guerre en horreur.

Au cours des nombreux entretiens que nous eûmes, durant quelques semaines, il se convainquit que le groupe du *Naché Slovo* ne se composait que de gueux et de rêveurs incorrigibles. En effet, parler, en 1916, dans un petit journal russe, à Paris, de la révolution mondiale, du renversement de l'impérialisme, n'était-ce pas de la golie ? D'ailleurs, nos adversaires ne nous traitaient jamais autrement que d'illuminés. Mais Chakhov aimait tout ce qui était original, tout ce qui s'élevait au-dessus de la mesquinerie petite-bourgeoise, et la lutte de quelques groupes isolés de révolutionnaires contre le monde entier lui paraissait sublime.

Il ne comprenait pas la marche objective des événements ; mes espoirs dans le prolétariat étaient pour lui des rêveries de songe creux ; mais cela lui semblait si intéressant, si nouveau, si différent de la sauvagerie nationaliste, qu'il se sentit une réelle sympathie pour nous.

Un beau jour, dans les colonnes de notre journal où figuraient ordinairement les souscriptions plus que modestes, des camarades sympathisants, on put lire : « Chakhov, 1.000 francs. » Cette somme était pour nous une véritable aubaine. Nous étions dans une situation impossible, et 1.000 francs, c'était pour nous une fortune. Il était clair que nous allions pouvoir continuer notre œuvre encore quelques mois. Ce don inespéré stupéfia toute la rédaction, tous nos lecteurs.

Mais ce geste de Chakhov n'eut pas l'heur de plaire à l'ambassade russe et à la police. On fit comprendre à Chakhov que le gouvernement français était très mécontent de le voir s'acquiescer avec des gens suspects et que, s'il ne voulait pas avoir de désagréments, il ferait mieux de quitter Paris. Il se rendit à la Riviera, d'où il nous envoyait des lettres et des communications, en nous conseillant de continuer notre œuvre et de ne pas nous laisser prendre aux provocations.

La censure nous serrait de plus en plus la vis. Ses procédés devinrent particulièrement vexatoires après la conférence de Zimmerwald, dont nous exposions les résultats et faisons l'éloge dans notre journal. Les premiers temps, il était même impossible d'écrire le mot « Zimmerwald ». Mais les Russes sont habitués à la censure, et, quoique le mot n'y fût pas, tous les lecteurs savaient de quoi il s'agissait. Des espions commençaient à rôder autour de la typographie, où se trouvait la rédaction du journal, et surveillaient tous ceux qui venaient chez nous.

Il était clair qu'on se préparait à nous faire notre affaire. Isvolsky et Krassinikoy, certes, ne dormaient pas ; mais il était évident que, même

si Isvolsky n'était pas intervenu contre nous, notre situation n'en aurait guère été meilleure. Nous étions devenus un centre de ralliement, non seulement pour les émigrés, mais aussi pour un certain nombre de prolétaires de Paris et des autres villes ; notre journal et ses idées commençaient à pénétrer dans les masses ouvrières.

Sur tous les points de la France, il y avait beaucoup d'ouvriers russes qui sympathisaient à notre cause. Comme ils recevaient notre journal, ils en parlaient à leurs camarades français et leur en traduisaient des articles et des passages. Personnellement, j'assistais très fréquemment aux assemblées ouvrières, j'y faisais des rapports, j'y donnais des communications ; avec Trotsky, je prenais la parole au Comité pour la reprise des relations internationales, composé de syndicalistes et de socialistes. Comme nous connaissions assez bien le mouvement ouvrier local, nous signalions dans le *Naché Slovo* les moindres protestations qui s'élevaient dans le parti socialiste et la C.G.T. ; nous publions même des articles modérés, s'ils étaient dirigés contre la politique militaire des leaders du parti et des syndicats. Tout cela nous attirait l'inimitié des chefs du parti, qui considéraient notre ingérence dans leurs affaires comme un manque de tact inadmissible.

La surveillance exercée sur nous se resserra particulièrement lors de l'arrivée des troupes russes. Les soldats envoyés en France par le gouvernement du tsar étaient, on le sait, sacrifiés d'avance. Ces dizaines de milliers de paysans et d'ouvriers amenés des régions les plus reculées de la Russie devaient payer de leur sang l'aide financière que la France octroyait au tsarisme.

Leur présence en France rendait notre propagande particulièrement dangereuse. Ils étaient, il est vrai, traités comme des forçats ; on ne les laissait pas sortir de leur camp ; ils étaient soumis à une discipline féroce. Personne de nous n'était autorisé à les approcher. Nous n'avions de leurs nouvelles que par les journaux français, qui ne cessaient d'exprimer leur enthousiasme pour ces « colosses aux cheveux blancs, aux yeux bleus naifs ». Mais notre journal paraissait, et il ne pouvait manquer d'exercer son influence même par delà les fils de fer barbelés des camps français.

Vers la fin de 1916, le gouvernement prit prétexte du fait qu'on avait trouvé quelques numéros du *Naché Slovo* dans un camp militaire, près de Marseille, pour fermer notre journal et expulser Trotsky de France. Je figurais également, avec Antonov-Ovsiénko, sur les listes de proscription de la Streté Générale ; mais, au dernier moment, le gouvernement se ravisa et décida de n'expulser que Trotsky, que l'on dirigea sur l'Espagne, où il fut immédiatement arrêté et mis dans une cellule de première catégorie. (En Espagne, les détenus paient pour leur entretien, et chacun d'eux peut se choisir une cellule de première, de deuxième ou de troisième catégorie.) Libéré, il se rendit à New-York, où il dirigea le journal *Le Nouveau Monde*.

Il ne restait plus, à la rédaction, qu'Antonov, Vladimirov et moi. C'était pour nous une question d'honneur de ne pas céder et de continuer, coûte que coûte, la publication de notre quotidien. Après plusieurs jours de recherches, nous trouvâmes un Français qui consentit à demander l'autorisation pour l'édition d'un nouveau journal intitulé *Nachalo*. Il nous fallut user de ruse. Tous

les noms des anciens collaborateurs furent remplacés par de nouveaux. Nous écrivions sous les pseudonymes les plus inattendus, mais toujours sur le même sujet, qui déplaisait si fort au gouvernement français. Pour la censure et la police française, il était évident que c'était le même groupe qui continuait l'édition du journal. Nous nous efforcions, il est vrai, d'aller le moins souvent possible à la rédaction ; mais Antonov-Ovsienko, en sa qualité de secrétaire, était obligé de s'y trouver presque, en permanence, et ainsi il n'était pas difficile d'établir que le *Natchalo* était le successeur du *Naché Slovo*.

Notre organe entreprit une campagne énergique à propos de l'expulsion de Trotsky et exigea l'intervention du Parti socialiste français. J'eus à ce sujet, avec Longuet et d'autres députés internationalistes modérés, une entrevue qui resta à peu près sans résultats. Quant aux députés zimmerwaldiens, Brizon, Raffin-Dugens et Blanc, ils étaient, comme Longuet et ses collègues, indignés de cette expulsion, mais ils se bornaient à nous exprimer leur sympathie et n'entreprenaient aucune démarche pratique pour l'empêcher. Nous ne pouvions en rester là, sachant que l'expulsion de Trotsky serait suivie de celle des autres collaborateurs et de la fermeture du journal. Dans chaque numéro, nous interpellions le parti socialiste français et lui demandions pourquoi il n'intervenait pas dans cette affaire. Mais nous n'obtenions pas de réponse. Officiellement, les dirigeants ne pouvaient nous dire qu'il y avait longtemps qu'on aurait dû expulser des gens aussi turbulents que nous, car, à n'en pas douter, beaucoup d'entre eux déploraient intérieurement qu'on tolérât en France des « brouillons » de notre espèce, qui ne cessaient de les harceler et de leur causer des ennuis.

Le *Natchalo* ne vécut que quelques mois. Les embarras financiers, les vexations de la censure, la surveillance croissante de la police rendaient notre travail de plus en plus difficile. Souvent, les lettres qui nous étaient envoyées de l'étranger s'égarèrent, et l'argent que l'on nous expédiait ne nous était pas remis. Le gouvernement, qui, décemment, ne pouvait nous mettre tous en prison, avait trouvé plus simple de nous prendre par la famine.

Au début de 1917, sa patience fut à bout. Il résolut d'en finir avec nous. Le *Natchalo* fut fermé brusquement. Nous ne pouvions nous résigner à cesser la publication de notre organe, et nous nous mîmes à chercher un prétexte. Mais la censure nous refusait obstinément l'autorisation. Après d'innombrables démarches, nous obtînmes la permission de publier un hebdomadaire intitulé *Novaja Epokha* (*La Nouvelle Époque*). De nouveau, tous les noms des collaborateurs furent changés. Chacun de nous avait plusieurs pseudonymes, et chaque article devait donner l'impression que notre journal n'avait rien de commun avec l'ancien. Mais il se produisit alors un fait inattendu en Orient : la révolution éclata dans l'empire des tsars, et nous eûmes la possibilité de parler de la « république russe ».

La révolution russe apporta immédiatement des changements profonds parmi les émigrés. Jusqu'alors, notre journal avait mené une campagne acharnée contre les tentatives du gouvernement français qui, soi-disant sur la base d'un accord avec le gouvernement tsariste, s'efforçait d'enrôler les sujets russes dans son armée. Cette

question, ainsi que plusieurs autres touchant exclusivement la situation spéciale des émigrés en France, se trouvèrent résolues du fait même de la révolution russe. La question qui vint alors au premier plan fut celle du retour en Russie.

Le *Social-Démocrate*, dont la parution pendant la guerre avait été très irrégulière, avait, dès le début, occupé une position nettement combattive et posé la question de la révolution sociale dans toute son ampleur. Le *Social-Démocrate* et le *Naché Slovo* menaient, en somme la même campagne. Longtemps, leurs relations avaient été des plus cordiales ; à la fin de 1916, pourtant, après la conférence de Kienthal, une polémique avait éclaté entre eux ; mais il était clair que le courant internationaliste révolutionnaire, dont le *Naché Slovo* était le porte-parole, était partie intégrante du bolchevisme russe.

Lorsque commença la révolution et que se forma à Paris le comité pour le rapatriement des Russes, il s'avéra que la Sûreté Générale avait des listes spéciales où figuraient tous les internationalistes. Comme nos noms s'y trouvaient, le gouvernement français résolut de ne pas nous laisser partir. Les premiers expédiés furent Alexinsky et les social-patriotes, qui devaient aiguiller la révolution russe dans la voie favorable à l'Entente. J'allai personnellement demander l'autorisation, mais on me déclara ouvertement qu'on ne me laisserait pas sortir de France et qu'on ne me donnerait pas de passeport pour l'Angleterre. S'étant heurté au refus de l'Entente, Lénine et les autres camarades, qui se trouvaient alors en Suisse, résolurent, comme on le sait, de passer par l'Allemagne. Nous, qui nous trouvions en France, il nous fallait, de toute façon, passer par l'Angleterre. Un certain nombre de nos camarades réussirent à partir. Les autres furent retenus par les autorités.

Voyant qu'on ne voulait pas me délivrer de passeport, je résolus de faire, à ma manière, pression sur le gouvernement français : durant cinq ou six semaines, je me rendis chaque soir aux réunions des sections du parti et aux assemblées ouvrières, où je parlai de la révolution russe, des Soviets et m'élevai catégoriquement contre la guerre. Ma propagande « nuisible » me tira d'affaire, et, de deux maux préférant le moindre, le gouvernement se décida à me laisser partir.

En mai, je me rendis, avec un petit groupe de camarades, en Angleterre, où, durant deux semaines, nous attendîmes le bateau qui devait nous transporter à Bergen. Arrivés en Norvège, nous filâmes immédiatement sur Petrograd, par Christiania et Torneo. Lénine et Zinoviev y étaient déjà, ainsi que Trotsky, qui avait dû passer quelques jours dans un camp de concentration en Angleterre.

À Petrograd, se trouvaient rassemblés tous ceux qui avaient édité des journaux internationalistes à Paris. Pour nous tous, internationalistes révolutionnaires, groupés auparavant autour du *Naché Slovo*, il était clair que notre place était désormais dans le parti bolcheviste. Les légères divergences de vue qui, à l'étranger, avaient suscité entre nous certaines polémiques, se fondaient maintenant dans le creuset de la révolution russe. Les bolcheviks *partitsi*, les membres du groupe *Vperiod*, ainsi que tous ceux des mencheviks qui avaient fait cause commune avec le *Naché Slovo* entrèrent dans le P.C.R.

A. LOSOVSKY.

## La Défection de Newbold

Walton Newbold, sorti du Parti Communiste anglais, commente, dans les colonnes du *Forward*, sa culbute politique. Il affirme avoir fait une grande découverte : « Longtemps encore, écrit-il, nous n'aurons plus de révolutions en Europe. » Pas d'autre chose à faire, par conséquent, que de passer de l'autre côté de la barricade, aux réformistes. C'est la logique de l'ex-parlementaire grandiloquent, qui estime, en outre, que l'activité actuelle de l'I.C. est « mélodramatique et point marxiste ».

Est-ce assez cocasse ? Depuis quand M. Newbold opine-t-il avec autorité sur le marxisme ? Il n'a pas l'air de savoir que d'autres ont la priorité sur ses découvertes dont un reniement est le seul résultat. Nous lui souhaitons bonne chance pour son voyage dans le sillage de ses fameux prédécesseurs. S'il a Motherwell aux prochaines élections (pour lui-même, cette fois, et non plus pour la cause communiste) nous rirons bien de le voir accomplir dévotement les rites parlementaires qu'il ridiculisait naguère dans son enthousiasme révolutionnaire.

M. Newbold s'attache à nous convaincre qu'il est resté un révolutionnaire. Il est un de ceux qui ne refusent pas de monter avec le flot révolutionnaire, mais à qui le courage manque de gravir patiemment de rudes côtes. En admettant que la première vague révolutionnaire soit passée et que la suivante ne doive survenir que dans dix ou vingt ans — selon la prédiction de Newbold — quel serait encore le devoir actuel d'un communiste ? De rester fidèle à son parti, et non de désertier. Mais notre Newbold s'en remet de travailler à la vaillante Russie des Soviets, à

laquelle — écoutez-le ! — il reste entièrement dévoué. Il continuera à siéger sur les bancs incommodes de Westminster « jusqu'au jour où la bannière sanglante de la révolution sociale sera déployée quelque part en Europe ou en Asie », par « des romantiques et des acteurs de mélodrames », comme il aime à qualifier les communistes. Dans l'intervalle, le plus sage est de retourner au pot-au-feu réformiste.

La désertion de Newbold procure de nouveaux arguments à nos camarades antiparlementaires. N'est-ce pas encore une fois l'histoire du brave homme tombé parmi des chenapans ? Le commerce avec les institutions politiques de la bourgeoisie a corrompu un communiste de plus...

Ces déductions sont fausses. Nous avons, dans divers pays, assez de communistes qui savent combattre avec efficacité le parlementarisme, en user pour le parti et ne point se laisser séduire. Méfions-nous donc, mais non du parlementarisme révolutionnaire : du communisme de nos candidats ! Newbold a déserté car il n'était marxiste qu'à fleur de peau. Newbold n'était qu'un dilettante intellectuel de la révolution.

Ne perdons jamais de vue que les communistes anglais travaillent dans une atmosphère de corruption, dans un pays où la déchéance de l'esprit prolétarien doit nécessairement accroître le pouvoir des illusions réformistes. Ils ont besoin de solides connaissances théoriques, non du pédantisme assez communément cultivé par les partis, mais de connaissances reposant sur la pratique révolutionnaire qu'est le léninisme.

M.-N. ROY.

## La crise de la Paysannerie Italienne et le Fascisme

**Coup d'œil en arrière. - La mauvaise récolte de 1924. - 400.000 demandes d'émigration. - Les causes de la crise**

La marche en avant du paysan italien est écrite avec le sang de nombreuses générations. Le paysan italien a cela de commun avec le paysan russe, comme le bas niveau de son éducation, comme sa façon primitive de vivre. Il y a quarante ans encore, après que l'unité italienne fut réalisée, les instruments de travail de notre paysan étaient des plus rudimentaires : la faux et la charrue préhistorique. En ce temps-là, le paysan italien s'enfermait, à l'entrée de l'hiver, dans les étables avec le bétail, et restait désœuvré durant tout l'hivernage, se nourrissant de polenta (maïs bouilli), mangeant juste assez pour ne pas mourir de faim. La pellagre, affreuse maladie de la peau, régnait à l'état endémique dans beaucoup de provinces d'Italie. Au printemps, le paysan sortait, engourdi, hébété, pour reprendre son labeur de bête de somme.

Un premier réveil se produisit lorsque commença le premier mouvement d'émigration. Nos paysans incultes, habitués à des conditions d'exis-

tence bestiales, devaient fournir de la main-d'œuvre jaune à la France voisine ; en Amérique, ils pouvaient concurrencer les travailleurs noirs. Ceux qui ne réussissaient pas à abandonner le pays devenaient les soutiens de la bourgeoisie. C'est, en effet, de la paysannerie, qu'est presque toujours venu le gendarme et le policier italien. La terre morcelée et exploitée à l'excès n'a jamais nourri la nombreuse famille du paysan. Dépouillé par le fisc, opprimé par les agrariens, le paysan payait aussi l'impôt du sang. C'est lui qui fournissait de chair à canon l'impérialisme italien naissant.

Les premières lueurs de liberté apparurent en 1890-1892, quand les paysans, après des jacqueries locales, conquièrent leurs premières libertés. Mais ce mouvement ascensionnel fut suivi de la féroce réaction qui va de 1894 à 1898. Dans la lutte contre les réacteurs, les paysans italiens connurent l'importance de l'unité prolétarienne. Alors naquit parmi eux l'idée de l'association et du travail collectif. En plusieurs régions, dans l'Emilie, en Vénétie, dans les Pouilles, se formèrent des ligues de paysans qui allaient transformer en régions fertiles des régions incultes, qui allaient faire surgir les fruits de la terre à

où il n'y avait gu, auparavant, que des marais et de la malaria. Des coopératives se formèrent et le progrès politique accompagna la prospérité matérielle et le développement intellectuel. Molinella, dans la province émilienne, le Polésine, la Vénétie ; Minervino Murge, dans l'Italie méridionale, devinrent les citadelles rouges de la paysannerie italienne.

Mais la guerre impérialiste arrêta net, il y a dix ans, ce progrès. Les propriétaires fonciers, qui, devant la poussée paysanne, avaient dû céder une position après l'autre, profitèrent de l'absence des jeunes paysans, qui payaient au front l'impôt du sang, pour déclencher leur offensive contre le prolétariat agraire, pour abaisser les salaires, pour abolir les privilèges conquis par les ruraux. 300.000 paysans italiens tombèrent dans la « grande guerre », et cependant, quand la révolution russe éclata en 1917, nos paysans n'en saisirent pas la signification. A mesure que le flux bolchevik s'avancait vers l'Europe, nos paysans, dans leur naïveté, dans leur profond désir de vivre en paix, se laissent convertir aux illusions pacifistes des wilsoniens. Ils ne se doutaient pas que c'était abandonner toutes leurs chances d'émancipation. Aussi bien, à leur retour du front, ni la lutte pour les salaires, ni la conquête des communes et des provinces au socialisme réformiste, ni même l'occupation des terres, ne servirent de rien ; enrôlés sous le drapeau socialiste, les paysans devaient céder par ordre. A mesure qu'ils reculaient, les agrariens, avec leur nouvelle arme, le fascio, s'installaient, par le fer et le feu, sur les positions abandonnées des travailleurs ruraux. La lutte entre les paysans et le fascisme est si récente qu'elle est encore présente aux yeux de tous. D'un côté, les paysans désarmés, isolés dans leurs villages, sans organisation de combat ; de l'autre, les propriétaires fonciers avec leurs forces militaires, des camions automobiles remplis d'hommes armés qui brûlaient, tuaient, pillaient, parcouraient la campagne, se livrant impunément aux expéditions punitives. Un village après l'autre, des provinces furent conquises, puis les villes, puis l'Italie tout entière. Il n'y a pas de paysan dont la situation matérielle n'ait empiré, depuis deux ans que le fascisme est au pouvoir. Et ce n'est pas seulement le cas pour le *bracciante* — journalier — c'est aussi celui du petit fermier, dont le budget moyen, par suite de l'augmentation des impôts et des prétentions du seigneur, a diminué d'environ 7.000 lire l'an.

Nos *braccianti* — journaliers agricoles et petits fermiers — se nourrissent de pain et d'oignon. Ils n'arrivent pas à payer les impôts. Les ventes à l'encan de terres de paysans pauvres sont chose commune de nos jours en Italie.

Pour comble d'infortune, cette année la récolte a été très mauvaise. Le total du grain récolté s'élève à 48 millions de quintaux, alors que l'Italie a besoin de 77 millions. L'Italie devra acheter à l'étranger 89 millions de quintaux de blé. Le prix du pain augmente dans toute l'Italie, et bien que le gouvernement ait, par décret, empêché l'exportation du blé. Bientôt, l'effet de l'insuffisance de la récolte se fera sentir dans les villes. Le pain étant la nourriture principale des Italiens, c'est une véritable calamité pour la classe prolétarienne.

La récolte brûlée, le paysan n'a même pas les graines nécessaires pour les nouvelles semences. L'Etat fasciste n'a évidemment pas pour le paysan la bienveillance de l'Etat soviétique russe, qui avance au paysan les graines nécessaires à l'ensemencement.

Mussolini ne se préoccupe que d'une chose : que les paysans paient les impôts. Ceux qui ne paient pas reçoivent les gendarmes.

Les années précédentes, l'émigration était permise ; chaque famille de paysans avait au moins un ou deux de ses membres en Amérique ; les économies des émigrants permettaient de surmonter les crises. Depuis que l'Amérique du Nord a fermé ses portes à l'émigrant italien, la situation du paysan a beaucoup empiré. Le nombre des bouches a augmenté et aussi celui des bras croisés. En ce moment, le nombre de demandes d'émigration pour l'Amérique s'élève à 400.000. (1)

Ainsi, la grave crise actuelle de l'agriculture italienne est due : 1° A un régime fiscal qui écrase le paysan ; 2° A la mauvaise récolte ; 3° A la grande quantité de chômeurs, résultant de l'impossibilité d'émigrer ; et enfin, 4° à l'abaissement du niveau général de la vie imposé par la terreur fasciste (renchérissement du pain).

Cette crise paysanne pourrait bien être la goutte d'eau qui fera déborder le vase.

Mussolini a pensé faire des paysans son armée de réserve. Mais pour les gagner il devrait diminuer les impôts, procurer au petit agriculteur des machines et des engrais, lui avancer des graines pour la semence. Mais un Etat fasciste peut-il faire ce que fait l'Etat bolcheviste ?

Deux ans de ruine, d'assassinats, d'incendies de coopératives, de persécutions ne peuvent induire les paysans à considérer d'un œil favorable le régime actuel.

Le paysan est maintenant convaincu, comme l'est déjà depuis assez longtemps l'ouvrier des villes, que la réduction des baux et des impôts, l'augmentation des salaires, etc., ne pourront être obtenus que par le renversement de la dictature fasciste. Le Parti Communiste a devant lui la tâche difficile d'éviter que, cette fois encore, les paysans italiens se laissent séduire par l'opposition démocratique libérale, qui, au pouvoir, dans le meilleur des cas, replacerait le paysan dans son ancienne situation légale. Par bonheur, il y a tout lieu de supposer que deux ans de terreur blanche ont ouvert l'esprit des paysans les plus rétrogrades à de plus justes notions politiques, et que le Parti Communiste Italien, né lorsque le fascisme avait déjà presque conquis l'Italie, s'est, en ces deux ans de rudes expériences, assez fortifié pour être vraiment le guide, le défenseur, le porte-parole autorisé de tous les travailleurs en lutte, c'est-à-dire des ruraux comme des ouvriers.

E. PELOUSO.

(1) Par application du *Bill Johnson* sur l'émigration, les Etats-Unis en recevront cette année 42.000.

## Les nouveaux prix du "Bulletin"

	France et Colonies	Etranger
3 mois .....	10 fr.	12 fr.
6 mois .....	20 fr.	24 fr.
1 an .....	40 fr.	48 fr.

A dater du 1<sup>er</sup> novembre, l'exemplaire sera vendu 0 fr. 75.

A partir du 1<sup>er</sup> novembre seront également supprimés les tarifs spéciaux pour Sections et Fédérations.

# La crise agraire du Midi de l'Italie

Le *Bulletin Communiste* a reproduit, dans un récent numéro, le plan de travail de la section agraire du Parti Communiste italien. L'accomplissement des tâches paysannes par notre Parti est, là-bas, plus qu'ailleurs peut-être, condition de la Révolution prolétarienne. Le prolétariat italien ne vaincra pas le fascisme isolément, mais solidement uni aux travailleurs des champs, au prolétariat des colonies. A mesure que se préciseront les contradictions internes du fascisme, à mesure que s'opposeront davantage les intérêts des catégories diverses de la classe exploitante, le Parti Communiste mettra en lumière la communauté d'aspiration qui doit unir tous les membres de la classe exploitée.

Tandis qu'autour de tractations germano-italiennes la polémique se fait de plus en plus vive entre agrariens soucieux de faire de l'Allemagne un marché fructueux, et industriels préoccupés de maintenir intacts les tarifs douaniers d'où ils tirent leur bénéfice, le Parti, « forme supérieure de l'union de classe des prolétaires », doit établir entre les travailleurs agricoles du Midi et les ouvriers industriels du Nord les attaches les plus étroites.

C'est à la constitution de ce Bloc de combat ouvrier-paysan que travaille aujourd'hui la section communiste agraire.

La crise générale italienne qui, dans d'autres domaines, s'exprime par la faillite du fascisme à ses engagements, par les antagonismes entre la vieille bureaucratie et la nouvelle, par l'écrasement des classes moyennes, se complique d'une *crise agricole spéciale au Midi de l'Italie*. La récolte du blé, dans l'ensemble de l'Italie, a été cette année, inférieure aux besoins de la population ; dans le Midi, elle a été tout bonnement désastreuse. La famine menace les cultivateurs de la région, placés devant cette alternative tragique : consommer les semences de l'an prochain ou se condamner aux pires privations.

A vrai dire, en raison de la pression démographique, de la faible étendue de terres cultivables, le Midi est généralement inférieur par rapport au reste de l'Italie. Mais jamais, à une récolte aussi mauvaise, se vinrent ajouter des taxes aussi accablantes que cette année. Au lendemain de la marche sur Rome, Gorgolini écrivait, dans un livre apologetique de Mussolini :

« Dans son programme agricole, le fascisme ne peut oublier que les paysans ont sauvé la Patrie en guerre par leur contenance héroïque. Il ne peut oublier que, dans l'après-guerre, ces mêmes paysans l'ont préservée de la peste bolcheviste, par la sérénité de leur conduite. Les paysans de notre race, sobres, tenaces, vigoureux, dont dignes de leurs pères latins. »

A ces dignes enfants des pères latins, le fascisme a augmenté neuf fois les taxes d'avant la guerre. Les petits cultivateurs étouffent sous leur poids. Et que dire des agraires agricoles méridionaux, réduits à six lires par jour ? La plupart des petits propriétaires du Midi se sont, du reste, endettés pour acheter des semences ou des instruments de travail ; tous sont grevés d'hypothèques.

Que, demain, le gouvernement de Mussolini soit

réduit à opérer des achats à l'étranger. C'est dans la poche des cultivateurs qu'il puisera. Ceux-ci auront payé leur blé par leur sueur, d'abord, par les charges nouvelles dont ils sont accablés, ensuite.

Si les greniers du Midi sont vides, les vignobles des autres régions regorgent. Là, les paysans ne savent où placer leur raisin. Mais cette abondance n'est pas synonyme de prospérité. Le marché italien est envahi par les gros producteurs, qui naguère exportaient leurs marchandises. Aujourd'hui, l'acquéreur étranger s'est appauvri ; il ne songe pas à acheter des produits italiens, mais à payer ses dettes de guerre. Les caves italiennes regorgent de vin ! Les gros producteurs inonderont les caves, détruiront les réserves. Quant aux petits viticulteurs, déjà ruinés, ils devront baisser leurs prix, c'est-à-dire vendre à perte et courir à la faillite.

Ainsi, les paysans du Midi sont les victimes de cette crise, qu'aggrave encore le régime de la libre concurrence. Les temps sont proches où le poids du fisc sera insupportable au paysan pauvre.

« La politique est une personne bien revêchie », disait Clara Zetkin au Congrès Paysan International de Moscou. Si le paysan italien ne va pas à elle, c'est elle qui, sous la forme du contrôleur des contributions ou de l'exacteur communal, pénètre dans sa chaumière, met la main sur sa bourse, le contraint à se saigner pour entretenir la Milice, permettre la construction des paroisses ou des postes de carabinieri.

Un autre facteur précise encore la physionomie de la crise méridionale. Les Américains ont fermé les portes à l'émigration italienne. Aux termes des statistiques publiées par la section communiste agraire, le nombre d'émigrés italiens atteignait, jusqu'en 1922, une moyenne annuelle de 200.000 hommes. Sur ces 200.000 hommes, 120.000 partaient aux Etats-Unis, 12.400 émigrés italiens en Amérique provenaient des Abruzzes ; 13.565 de la Campanie ; 5.000 des Pouilles ; 4.000 de la Basilique ; 18.200 de la Calabre ; 20.000 de Sicile. Les portes de l'Amérique fermées, ces travailleurs demeureront dans leur région, et la pression démographique sera accrue d'autant.

La crise se développe avec lenteur en raison de l'état arriéré de l'économie méridionale ; mais déjà la colère populaire s'est exaspérée avec violence en Sardaigne. Les démocrates, les petits bourgeois de l'opposition, responsables de la crise, hier encore solidaires de la politique fiscale de Mussolini, tentent d'exploiter à leur profit le mécontentement des masses. Les travailleurs ne se laisseront pas prendre à la manœuvre grossière. La crise du Midi n'ouvre pas le procès de la forme fasciste de la dictature bourgeoise, mais bien celui, plus général, de la dictature de classe de la bourgeoisie. Elle n'est pas la conséquence de la fiscalité de Mussolini, mais celle de l'ordre bourgeois.

On n'a pas oublié le discours que Giolitti prononçait, il y a trente ans, à la Chambre italienne sur la question agraire :

« Si la propagande socialiste s'étend jamais dans nos campagnes, il n'y aura pas de loi répressive

capable de l'arrêter, et l'Etat se trouvera impuissant. La seule défense sérieuse, la seule sauvegarde est dans la petite propriété. »

Et Giolitti citait, à l'appui, l'admirable exemple de la sœur latine, « paradis de l'épargne, ce rempart de l'ordre social ».

Le petit paysan n'est pas un type exclusif à la France ; il existe en Belgique, en Hollande, et ce n'est pas lui qui possède son champ, mais son champ qui le possède corps et âme. Le petit paysan existe même dans le Midi de l'Italie : il n'est pas seulement serf de son lopin de terre, mais l'esclave des usuriers de Naples ou des banquiers de Rome.

Aux discours creux des bourgeois de l'Aventin,

le Parti Communiste italien oppose son plan d'action pratique. Il sait qu'il y a, dans cette paysannerie exploitée, des capacités révolutionnaires qu'il faut utiliser. La crise du Midi est un de ces événements dont il doit tirer profit pour forger, à travers la convocation d'un Congrès des paysans méridionaux, la chaîne qui unit les parias des usines à ceux des champs. Les travailleurs du Midi sont demeurés généralement hostiles au fascisme. Ils semblent chercher une autre voie ; c'est notre Parti qui doit la leur ouvrir. S'il sait jalonner la « route qui va de la ville au village », s'il la fait large et solidement étayée, les ouvriers et les paysans s'y rencontreront infailliblement.

Gabriel PERI.

## Les résultats de la Colonisation Française dans l'Afrique Centrale

Les colonies françaises d'Afrique constituent la principale partie de l'empire colonial français. Nous ne nous occuperons pas aujourd'hui des colonies de l'Afrique du Nord : Algérie, Tunisie, Maroc, ni de la grande île de Madagascar, qui se trouve au delà de la côte sud-orientale d'Afrique.

Il reste donc les colonies de l'Afrique Occidentale et de l'Afrique Equatoriale, qui couvrent la première, une superficie de 3.900.000 kilomètres carrés, et la seconde, 2.600.000 kilomètres carrés.

Malgré leur étendue, qui dépasse considérablement celle de la métropole, ces deux colonies comptent un nombre relativement peu considérable d'habitants.

Des statistiques complètes font défaut ; le recensement des habitants n'ayant jamais été opéré d'une façon sérieuse par les fonctionnaires français, pressés de faire fortune le plus vite possible aux dépens des indigènes.

Pour l'Afrique Equatoriale, qui couvre une superficie cinq fois grande comme la France, les investigations prescrites par le gouverneur général de la colonie, le politicien radical Augagneur, accusent la présence de trois millions d'habitants, en 1923.

La statistique officielle de 1913 évaluait la population de cette colonie à environ neuf ou dix millions d'habitants. On voit, d'après ces chiffres, que la dépopulation s'est développée sur une grande échelle dans ce court intervalle de dix ans ; la mortalité de la population l'emporte de beaucoup sur la natalité.

Dans la région de l'Oubanghi-Chari, observe le médecin chef du secteur de prophylaxie de la colonie, sur 23.500 indigènes examinés en 1919 il y eut 4.470 naissances et 6.524 décès.

La redoutable maladie du sommeil, dont l'agent propagateur est la mouche tsé-tsé, ravage ces régions, où elle suit de très près le passage des troupes coloniales indigènes, qui comprennent fréquemment des porteurs de bacilles. La région du Gabon est ravagée dans les mêmes proportions, et la mortalité infantile se développe dans des proportions effrayantes.

En Afrique Occidentale, la situation sanitaire est un peu meilleure, la maladie du sommeil n'étendant pas ses ravages dans ces régions. Sur une superficie de 3.900.000 kilomètres carrés, on

compte 12 millions d'habitants, soit environ 3,5 habitants par kilomètre carré. Les commissions militaires de recrutement estiment qu'un indigène sur cinq ou six est apte au service militaire, ce qui est symptomatique.

Pour un quartier de Dakar (25.000 habitants), le grand port de l'Atlantique, on compte, pour 1919, 1.007 naissances et 1.161 décès.

Parmi les causes de la déchéance physique des populations indigènes de l'Afrique Occidentale, il faut d'abord signaler la syphilis et le paludisme. La syphilis occupe la première place. 90 % des indigènes soignés dans les hôpitaux du Sénégal pour d'autres affections, en portent les marques. A la Côte d'Ivoire, sa fréquence est évaluée, dans les centres, à 50 %.

La conquête française a développé la contagion dans toutes ces régions ; les troupes coloniales françaises, où dominent les soldats de métier — qui passent des colonies d'Asie à celles d'Afrique et vice-versa — constituant des agents de contamination.

La paludisme atteint presque tous les enfants et les laisse considérablement affaiblis. La tuberculose y exerce aussi ses ravages, et son développement se lie à la diffusion de l'alcool de traite que les commerçants vendent en énormes quantités aux indigènes, sous l'œil complaisant, sinon avec la complicité, des autorités françaises.

Parmi les épidémies qui se développent périodiquement, il faut signaler : la fièvre jaune, la peste, la grippe.

Pourquoi les maladies déciment-elles dans une telle mesure les populations de l'Afrique Centrale française ?

Cette situation a pour cause diverses raisons, parmi lesquelles dominent les charges écrasantes qui sont imposées aux indigènes par les autorités françaises.

Avant la guerre, en Afrique Equatoriale et Occidentale, chaque indigène devait acquitter une taxe annuelle de cinq francs. Au cours de la guerre, l'aide financière de la métropole aux colonies ayant été considérablement réduite, la taxe fut portée à sept francs.

Cette taxe est difficilement acquittée par les indigènes, qui, généralement, se trouvent dans un état de disette semi-permanent. Et, à ce propos, nous citerons l'opinion du gouverneur :

néral de l'Afrique Occidentale française, M. Carde, qui écrivait, dans un de ses derniers rapports :

« L'agriculteur indigène n'est pas, à proprement parler, un producteur. Si les exportations des produits agricoles ont augmenté depuis la paix française, c'est que le recouvrement de l'impôt en argent, d'une part, et, d'autre part, l'attrait des marchandises européennes, qui, en maints endroits, sont offertes à sa convoitise, amènent le noir à vendre au commerçant une partie de sa récolte, toujours plus grande, mais sans modifier ses habitudes et sa manière de vivre. Sa capacité de travail, qui est médiocre, n'est pas sensiblement augmentée.

« Il arrive que l'indigène, victime de son insouciance, restreigne ses travaux agricoles au point qu'ils ne suffisent plus à assurer sa nourriture. Le plus grand obstacle à l'accroissement de la population, ce n'est pas l'épidémie, ni le manque d'hygiène, aussi regrettable que général : c'est la disette permanente qui règne dans le pays, disette de quantité, parfois, et presque toujours de qualité. »

Ce que le gouverneur général oublie de dire, c'est que la manière de percevoir l'impôt de capitation en nature sur les indigènes contribue à développer un tel état de choses.

Les hauts et petits fonctionnaires coloniaux français, civils et militaires, ainsi que les chefs indigènes, s'entendent pour dépouiller systématiquement les populations livrées sans défense à leurs exactions.

Les protestations, lorsqu'elles prennent un caractère trop étendu, sont étouffées dans le sang par les colonnes militaires mixtes, qui vivent, elles aussi, sur le pays.

A cela, viennent s'ajouter les méfaits des sociétés financières, qui exploitent les richesses naturelles ou autres de ces colonies, avec l'appui des autorités.

Voici de quelle façon on opère pour la construction du chemin de fer de l'Afrique Equatoriale, d'une longueur de 550 kilomètres, qui va de la côte de l'Océan Atlantique vers l'intérieur, et qui doit permettre l'exploitation des magnifiques forêts de l'intérieur et des riches gisements de cuivre qui se trouvent dans certaines parties de l'Afrique Equatoriale française.

Les renseignements ci-dessous ont été publiés dans la revue *Le Parlement et l'Opinion*, de M. Millerand, par M. Fauchère, inspecteur général d'agriculture coloniale, qui a passé une vingtaine d'années dans l'Afrique Centrale. Fauchère écrit :

« On a commencé les travaux du chemin de fer sur trois points différents. Il s'ensuit qu'au moins pour deux tronçons on est obligé de ravitailler les ouvriers avec les ressources du pays. Et, comme ces ressources sont extrêmement limitées, on est obligé de recourir à des pratiques dont les effets sont déplorables. C'est le moins qu'on en puisse dire. C'est ainsi que dans certaines régions on réquisitionne le manioc et qu'on oblige les hommes à aller le porter sur les chantiers, à douze ou treize jours de chez eux.

« On les charge de 20 kilogrammes, et les voilà partis pour un voyage de 25 à 26 jours. A l'arrivée sur le chantier, le manioc leur est payé un franc le kilogramme ; mais, comme la charge initiale serait insuffisante pour assurer leur propre subsistance et que, d'autre part, ils traversent des régions dépourvues de ressources, on imagine sans peine ce qu'il advient de ces misérables. »

Le gouverneur général par intérim de l'Afrique Equatoriale française confirme, d'ailleurs, les renseignements ci-dessus dans une circulaire reproduite dans la *Dépêche Coloniale* :

« ...Cependant, des cas de disette ont dû être encore constatés. Tous ont entraîné la mort de nombreux indigènes.

« Quand on remonte à l'origine de ces famines, on se rend facilement compte qu'elles ne résultent pas d'événements de force majeure, tels que, par exemple, des perturbations climatiques.

« Elles sont seulement la conséquence de négligences ou des fautes administratives, soit que les administrateurs en fonction ou leurs prédécesseurs immédiats se soient désintéressés de la question, soit qu'ils aient exigé des indigènes des travaux exagérés au moment où ils auraient dû être laissés à peu près complètement à leurs cultures. »

En dehors des indigènes réquisitionnés par force pour les travaux publics et pour le portage, qui dépeuple des régions entières — toute colonne militaire réquisitionne les porteurs nécessaires au transport de son matériel, de ses vivres et de ses munitions — il y a encore un nouveau sujet d'exploitation des indigènes.

Les magnats français du textile veulent acquérir une certaine indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, pour leur ravitaillement en coton. Ils veulent développer la culture du coton en Afrique Occidentale et Equatoriale, et en particulier dans la vallée du Niger.

A l'effet de réaliser ce projet, un puissant consortium s'est formé, sous le patronage de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, le colosse bancaire français. Grâce à l'appui du gouvernement français, un réseau de routes et de voies ferrées, ainsi que des travaux d'irrigation sont en voie d'exécution. Dès 1925, vingt-cinq usines, réparties entre le Soudan, la Haute-Volta, le Dahomey, la Côte d'Ivoire et la Guinée entreront en service. L'organisation est conçue pour assurer la préparation et l'exportation de 40.000 balles de coton.

« Rien ne sera négligé pour que ce chiffre soit dépassé, écrit le *Temps*. Dans tous les pays producteurs, les administrateurs coloniaux se livrent à une propagande intense auprès des indigènes en vue de les inciter à étendre leurs champs de coton. »

On peut supposer quels doivent être les moyens employés pour inciter les indigènes à cultiver le coton, lorsque l'on connaît les méthodes brutales de l'administration coloniale française.

Que sortira-t-il de tout cela ? Sans doute de nouvelles famines, qui achèveront de décimer les populations indigènes, déjà tant éprouvées.

Une telle situation n'est pas sans préoccuper les classes dirigeantes françaises, qui commencent à jeter le cri d'alarme au sujet de ces populations en voie de disparition.

Au cours de la guerre, les colonies françaises fournirent à la métropole 500.000 soldats et 200.000 travailleurs. Les soldats provenaient surtout de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Centrale. Les travailleurs venaient aussi de l'Afrique du Nord, de Madagascar et de l'Indo-Chine.

« Pour l'avenir, écrit le *Journal des Débats*, nous tablons sur une aide plus forte, aide escomptée à bien des égards de la manière la plus précise par nos organisateurs militaires. Nous demanderons à notre empire colonial un million de combattants et 500.000 ouvriers ou manœuvres.

Ce chiffre équivaut à 4 % de nos sujets d'outre-mer.

« Mais si l'on ne fait état que du bloc africain (notre faible marine nous interdit des calculs plus ambitieux), la proportion se hausse du coup à 8 %.

« De telles considérations laissent prévoir que nous n'obtiendrons pas le contingent reconnu nécessaire, si nous ne savons pas mieux que dans le passé préserver de la maladie et de la mort les races primitives placées sous notre tutelle. »

Ces déclarations cyniques permettent de comprendre toute l'importance qu'attache le capitalisme français à la conservation de ses colonies et de ce qu'il considère comme du cheptel humain.

On peut cependant se rendre compte que, jusqu'à présent, l'esprit de lucre qui animait les requins coloniaux officiels et privés a été si grand, dans l'Afrique Centrale, que les espoirs mis par la bourgeoisie française dans cette région y sont singulièrement compromis.

DUPLEIX.

## Le maréchal Lyautey et la Déclaration des Droits de l'Homme

### Le satrape du Maroc juge la grande charte de la bourgeoisie française subversive et dangereuse

La Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen (de 1924) a eu la naïve idée de faire afficher dans les écoles et établissements publics du Maroc français la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Le maréchal Lyautey — chargé d'affirmer au Maroc les Droits de l'Homme et du Citoyen — a formellement interdit l'affichage de cette déclaration, par trop subversive. Malheureusement pour les Marocains, heureusement pour les Français d'il y a 135 ans, notre glorieux maréchal est né quelques 75 ou 80 ans après la grande Révolution; autrement... Mais laissons la plaisanterie, et venons au fait.

Dans sa lettre au Président du Conseil, le maréchal explique l'interdiction en ces termes :

« La France a, pour le moment, et pendant d'assez longues années, vis-à-vis des indigènes, un premier rôle à remplir : leur enseigner leur devoir. Ce n'est que lorsqu'ils le connaîtront qu'il pourra être question de leur octroyer les droits que comporteront éventuellement leur état social et leur degré d'instruction.

« Il est, pour le moment, impossible (1) d'accorder à nos protégés les droits applicables en France aux citoyens français, notamment que le principe de la souveraineté réside dans la nation et que la loi est l'expression de la volonté.

« Il est donc dangereux d'afficher dans des endroits publics ces principes... »

« A la rigueur, l'on pourrait envisager de donner satisfaction à la Ligue des Droits de l'Homme dans les locaux fréquentés exclusivement par les Français; mais, en fait, de pareils locaux n'existent pas au Maroc... etc... »

Que Lyautey considère la Déclaration — qui fait l'orgueil de sa République et l'honneur de ses pères — comme un fichu chiffon de papier; qu'il se moque royalement d'une organisation fameuse de la démocratie bourgeoise et des grands principes de 89-93, nous nous en f... et les Marocains aussi. Mais nous devons rappeler à nos frères de Maroc ceci :

Pendant la guerre du « droit » — du droit non pas de l'Homme et du Citoyen, mais des Vainqueurs et des Requins — des 53.000 Marocains qui ont

fait leur « devoir » (40.000 travailleurs et 15.000 soldats), 10.000 l'ont si bien fait qu'ils ont laissé leurs os sur les champs de bataille. D'autres Marocains ont aussi fait leur « devoir », en fournissant à la métropole en guerre des dizaines de milliers de tonnes de marchandises, en fournissant des centaines de millions de francs aux emprunts forcés de la « Victoire » et aux souscriptions obligatoires pour les régions envahies, ou les « Boches barbares » faisaient, en 1914-1918, ce que les Français civilisés ont fait depuis vingt ans au Maroc et sont en train d'y faire tous les jours. En échange des bombes et des bienfaits de la Nation protectrice, les paysans marocains ont « cédé », dans l'espace d'une quinzaine d'années, des centaines de milliers d'hectares de leurs meilleures terres et sont allés crever eux-mêmes de faim dans les montagnes ou sur des plateaux désertiques. Ils ont payé, pour la « paix française », des impôts écrasants, qui augmentent tous les ans. De 109.449.000 francs en 1918, ces impôts passent à 171.953.000 en 1922. De ces millions sués par les Marocains, 96.000.000, c'est-à-dire le tiers, servent à engraisser les Lyautey et leurs pareils (les seules dépenses de la Résidence générale se chiffrent par 25.000.000 de francs).

Les Marocains ont donc bien fait leur « devoir », leur devoir d'esclave. Mais, pour mériter les Droits de l'Homme et du Citoyen, ils ont encore à faire leur devoir d'Hommes et de Citoyens, c'est-à-dire à s'organiser et à lutter pour la conquête de ces droits, comme l'ont fait les Français de 1789 et comme le fait le prolétariat révolutionnaire d'aujourd'hui. Ce devoir-là, nos frères du Maroc ne l'ont pas encore compris. Lyautey a donc raison d'estimer que l'alcool, les stupéfiants et les putains (les débits de boissons et les maisons de débauche augmentent, au Maroc, à raison de 280 % tous les 5 ans) ont plus de valeur « civilisatrice » et sont plus utiles à la colonisation que la platonique Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

NGUYEN-AT-QUAC.



TRAVAIL, MÉRITE  
PAR DES SALAIRES SYNDICAUX

Le Gérant : R. BELLANGER.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur

(1) C'est nous qui soulignons. N. A. Q.